



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 25 OCTOBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, OCTOBER 25th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion; otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receipt

délaï pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délaï expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de Roi.
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

ing notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notice, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

A. Fournier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: André Fournier, manufacturier, Oscar Vicens, commis, et Dame Marie-Laure Boulianne, sténographe, épouse commune en liens de André Fournier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Matane, district de Rimouski, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, vendre et faire le commerce de portes, de châssis, de meubles et tous autres articles en bois ou sous-produits du bois que la compagnie jugera profitables d'exploiter sous le nom de "A. Fournier Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Letters Patent

A. Fournier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: André Fournier, manufacturer, Oscar Vicens, clerk, and Dame Marie-Laure Boulianne, stenographer, wife common as to property of André Fournier and duly authorized by him for the purposes hereof, all of Matane, district of Rimouski, for the following purposes:

To manufacture, produce, sell and deal in doors and sashes, furniture and all other articles in wood or wood-products, which the company may deem expedient to deal in, under the name of "A. Fournier Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Albert Robinson Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six octobre 1947, constituant en corporation: Philip Meyerovitch, c.r., Harry Batshaw, c.r., avocats, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tonneliers et embouteilleurs, fabricants de bouteilles, de bouchons de bouteilles, potiers, et de manufacturiers et négociants, de produits gazeux, de produits de liège et de plastique, et en faire le commerce généralement comme mandants ou agents, en gros ou en détail, importateurs et exportateurs, sous le nom de "Albert Robinson Company", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées, d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Aluminum Associates Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276 S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: John Anthony Nolan, avocat, de la cité d'Outremont, Béatrice-Estelle Fortier, secrétaire, fille majeure, de la paroisse de Ste-Geneviève, et Jérôme Forrest, sténographe, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et négociants de produits composés en tout ou en partie d'aluminium, d'acier, de fer, de cuivre, de nickel ou autres métaux et matériaux ou leurs dérivés ou composés, sous le nom de "Aluminum Associates Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 269 rue Prince, cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Association des Propriétaires de Cafés et de Restaurants Licenciés de la Province de Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du huit octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Jobin, Georges Godin, Jules Racicot, restaurateurs, Joseph Germain, rentier, et John Snyder, vendeur, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Albert Robinson Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the sixth day of October, 1947, incorporating: Philip Meyerovitch, K.C., Harry Batshaw, K.C., advocates, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, all in the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as coopers and bottlers bottle makers, bottle stopper makers, potters, and manufacturers of and dealers in aerated products, cork and plastic products, and to deal in the same generally as principals or agents, wholesale or retail, in porters and exporters, under the name of "Albert Robinson Company", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aluminum Associates Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: John Anthony Nolan, advocate, of the city of Outremont, Béatrice-Estelle Fortier, secretary, fille majeure, of the parish of Ste-Geneviève, and Jérôme Forrest, stenographer, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of and dealers in products composed wholly or in part of aluminum, steel, iron, copper, nickel or other metals and materials or the derivatives or composites thereof, under the name of "Aluminum Associates Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 269 Prince street, city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Association des Propriétaires de Cafés et de Restaurants Licenciés de la Province de Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eighth day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Jobin, Georges Godin, Jules Racicot, restaurant keepers, Joseph Germain, annuitant, and John Snyder, salesman, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Promouvoir, par tous les moyens légaux, les intérêts particuliers et communs de tous les propriétaires de cafés et restaurants, sous le nom de "Association des Propriétaires de cafés et de restaurants licenciés de la province de Québec".

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de \$5,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Atlas Salvage Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-six septembre 1947, constituant en corporation: Sydney Cohen, marchand, Nathaniel Leonard Kappaport, avocat, et Sydney Phillips, commis, ces deux derniers de la cité de Montréal, et le premier de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de déchets d'acier et de métal, et usiniers de toutes sortes de déchets de métaux et de leurs sous-produits, le drap, les étoffes; les tissus de cuir et de papier, et agir comme négociants, manufacturiers, fondeurs et ouvriers pour la fusion de toutes sortes de métaux et de produits d'iceux;

Exercer un commerce général fonderie et posséder et opérer des laminoirs, sous le nom de "Atlas Salvage Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Auto Knitters and Hosiery Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1947, constituant en corporation: Albert Mayrand, de la cité d'Outremont, Paul Trépanier, de Lachine, et Lillian Balangero, de la cité de Montréal, tous avocats, du district de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir par achat, bail ou autrement, posséder, utiliser, vendre au gros ou au détail, importer ou exporter des machines à coudre, à tricoter, à tisser ou toutes autres de genre analogue, sous le nom de "Auto Knitters and Hosiery Limited", avec un capital de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Capitol Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Mo-

To promote, by all lawful methods, the personal and common interests of all café and restaurant proprietors, under the name of "Association des Propriétaires de Cafés et de Restaurants Licenciés de la Province de Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess is to be limited, is \$5,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Atlas Salvage Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1947, incorporating: Sydney Cohen, merchant, Nathaniel Leonard Kappaport, advocate, and Sydney Phillips, clerk, the two latter of the city of Montreal, and the former of the city of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as scrap, steel and metal merchants, and processors of all kinds of scrap metals and their by-products, cloth, fabric; leather and paper materials and as dealers in, manufacturers, founders and smelters of all kinds of metals and metal products;

To carry on a general foundry business and own and operate rolling mills, under the name of "Atlas Salvage Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Auto Knitters and Hosiery Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1947, incorporating: Albert Mayrand, of the city of Outremont, Paul Trépanier, of Lachine, and Lillian Balangero, of the city of Montreal, all advocates of the district of Montreal, for the following purposes:

To acquire by purchase, lease or otherwise, own, use, sell wholesale or retail, import or export sewing, knitting and weaving machines or any other machines of alike nature, under the name of "Auto Knitters and Hosiery Limited", with a capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Capitol Motor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Mo-

risset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: Samuel D. Dubrofsky, marchand, Moses Golberg, vendeur, et Bernard Diamond, avocat, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier et commerce de manufacturiers, dessinateurs, producteurs, marchands de gros, détaillants, importateurs, exportateurs, acheteurs, vendeurs, trafiquants et distributeur de toutes sortes d'automobiles, canions, autobus, avions, motocyclettes, véhicules moteurs de toutes sortes et descriptions, tracteurs, remorques, machines, radios, moteurs, machinerie, outils, pneus, chambres à air, et tous accessoires, parties et outillages neuf ou usagés, ou appareils de toutes sortes employés en rapport avec ceux, sous le nom de "Capital Motor Sales Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 5420 boulevard St-Laurent, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Club Richelieu Montreal Incorporé

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-C. Aubry, négociant, Philippe Valiquette, gérant, tous deux de la cité de Montréal, et Paul Ranger, C. R., avocat, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Unir ses membres dans un but charitable et philanthropique, sous le nom de "Club Richelieu Montréal Incorporé".

Le revenu des immeubles que la corporation pourra tenir et posséder doit être limité à cinquante mille (\$50,000) dollars.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DESILETS.

Con-Air-Con Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trois octobre 1947, constituant en corporation: Lionel Cardinal, agent d'assurances, de la cité de Longueuil, Louis-Philippe Gavard, voyageur, et Roland Bordeleau, industriel, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce qui consiste à manufacturer, installer, réparer et faire le négoce de toutes sortes d'appareils de chauffage et d'air climatisé, automatiques ou autres, sous le nom de "Con-Air-Con Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

risset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: Samuel D. Dubrofsky, merchant, Moses Golberg, salesman, and Bernard Diamond, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on trade and business as manufacturers, designers, producers, wholesalers, retailers, importers, exporters, purchasers, vendors, dealers and distributors of all kinds of automobiles, trucks, autobuses, aeroplanes, motorcycles, motor-vehicles of all kinds and descriptions, tractors, trailers, machines, radios, motors, machinery, tools, tires, tubes and all accessories, new or used, parts and equipment or apparatus of any kind used in connection therewith, under the name of "Capital Motor Sales Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 5420 St. Lawrence Boulevard, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Club Richelieu Montreal Incorporé

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Jean C. Aubry, merchant, Philippe Valiquette, manager, both of the city of Montreal, and Paul Ranger, K.C., advocate, of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To unite its members for a charitable and philanthropic aim, under the name of "Club Richelieu Montréal Incorporé".

The amount to which the revenue from the immovable property which the corporation may hold and possess is to be limited, to fifty thousand dollars (\$50,000).

The head office of the corporation will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1947.

L. DESILETS,
Deputy Attorney General.

Con-Air-Con Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the third day of October, 1947, incorporating: Lionel Cardinal, insurance agent, of the city of Longueuil, Louis-Philippe Gavard, traveler, and Roland Bordeleau, manufacturer, these two latter of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all its specialties the business of manufacturing, installing, repairing and dealing in all types of heating and air-conditioning systems, whether automatic or otherwise, under the name of "Con-Air-Con Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 400 shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dominion Children's Wear Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinq septembre 1947, constituant en corporation: Jack Rudner, Harold Erdrich, avocats et Lewis Haber, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement négocier ou faire le commerce de la laine, le coton, les tissus, les lainages, les soies, les toiles et les vêtements de toutes sortes; exercer le commerce qui consiste à manufacturer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement aliéner, manufacturer, produire, importer et exporter des vêtements d'enfants, d'adolescents et de dames, sous le nom de "Dominion Children's Wear Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions de \$.60 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt cinq septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Giles Publishing House Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: John Samuel Giles, imprimeur et éditeur, Robert Alexander Giles, imprimeur et éditeur, Katherine Fillage, épouse séparée de biens de James Arthur Fillage, tous de la ville de Lachute, district de Terrebonne, pour les objets suivants:

Acquérir et assumer, comme entreprise en exploitation, le commerce exercé par "Lachute Watchman", avec ensemble son entreprise, son actif, ses droits d'auteur, son journal, son achalandage et ses intérêts, et se charger de ses obligations et les payer par l'émission d'actions soit entièrement ou partiellement acquittées, ou autrement;

Exercer les métier et commerce d'imprimeurs généraux, d'éditeurs, et publier et vendre des journaux, livres, pamphlets, magazines et autres publications et tous articles de marchandises connexes, sous le nom de "Giles Publishing House Limited", avec un capital de \$10,000, divisé en 400 actions de \$.60 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lachute, district de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Glovers-Craft Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du pre-

Dated at the office of the Attorney General, this third day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Dominion Children's Wear Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of September, 1947, incorporating: Jack Rudner, Harold Erdrich, advocates, and Lewis Haber accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing buying and selling clothing of every description, and to acquire, purchase, hold, sell or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of children's junior and ladies' clothing, under the name of "Dominion Children's Wear Inc.", with a capital stock of \$10,000 divided into 400 shares of \$.60 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Giles Publishing House Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: John Samuel Giles, printer and publisher, Robert Alexander Giles, printer and publisher, Katherine Fillage, wife separate as to property of James Arthur Fillage, all of the town of Lachute, district of Terrebonne, for the following purposes:

To acquire and take over as a going concern the business carried on by the "Lachute Watchman", together with its undertakings, assets, copyrights, newspaper, goodwill and interests, and to undertake its liabilities and to pay for same by the issue of stock either wholly or partially paid up or otherwise;

To carry on the trade or business of general printers, publishers, and to publish and sell newspapers, books, pamphlets, magazines, and other publications and all articles of merchandise connected therewith, under the name of "Giles Publishing House Limited", with a capital stock of \$10,000, divided into 400 shares of \$.60 each.

The head office of the company will be at Lachute, district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Glovers-Craft Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the first day of Oc-

mier octobre 1947, constituant en corporation: Eli Michel Berger, Alan Bernard Gold, et Murray Lapin, avocats, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tanneurs, teinturiers, fileurs, tisserands, et manufacturiers, trafiquants et négociants de gants, mitaines, bottines, souliers, pantoufles, mocassins, chaussures, vêtements, couvertures et articles de cuir, de toutes sortes, sous le nom de "Glovers-Craft Inc.", avec un capital de \$250,000, divisé en 2,500 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Henry A. Ferraris Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1947, constituant en corporation: Henry A. Ferraris, marchand, de la ville de Hampstead, Lucien Lepage, comptable et Jacqueline Quenneville, fille majeure, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce comme agents ou représentants de manufacturiers et agir en capacité d'agents dans la fabrication de dispositifs électriques, toutes sortes de bijouterie, spécialités de quincaillerie et verrerie, sous le nom de "Henry A. Ferraris Inc.", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Humphries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1947, constituant en corporation: Arthur Clement Humphries, opérateur de taxi, Alexander Stanley, chauffeur de taxi, et David Whyte, comptable, tous de la cité de Montréal, district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, acquérir, posséder, opérer, arrenter, donner à bail, entretenir, louer ou autrement trafiquer des taxis-auto, camions, autobus, lignes d'autobus, autobus et toutes sortes d'autos et voitures automobiles et opérer un service général de voituriers particuliers pour location, de personnes, effets, denrées et marchandises, et fournir et procurer aux propriétaires ou opérateurs d'automobiles et de taxi-autos, ou à d'autres personnes ou sociétés exerçant un commerce en tout ou en partie semblable à celui de la compagnie, tous services, facilités, informations, privilèges, concessions, droits, annonces qui puissent être avantageux à la compagnie ou à ceux qui seraient en contrat avec la compagnie, sous le nom de "Humphries Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

tober, 1947, incorporating: Eli Michel Berger, Alan Bernard Gold, and Murray Lapin, advocates of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tanners, dyers, spinners, weavers and manufacturers of and dealers in, and with gloves, mitts, boots, shoes, slippers, moccasins, footwear, clothing, blankets and leather goods of any kind, under the name of "Glovers-Craft Inc.", with a capital stock of \$250,000, divided into 2,500 shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Henry A. Ferraris Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1947, incorporating: Henry A. Ferraris, merchant, of the town of Hampstead, Lucien Lepage, accountant, and Jacqueline Quenneville, fille majeure, secretary, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers', agents or representatives and to act in the capacity as agents, in the manufacture of electrical appliances, jewellery of all types, hardware specialties and glassware, under the name of "Henry A. Ferraris Inc.", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Humphries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1947, incorporating: Arthur Clement Humphries, taxi operator, Alexander Stanley, taxi driver, and David Whyte, accountant, all of the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, acquire, own, operate, rent, lease, maintain, hire or otherwise deal with taxicabs, trucks, motor buses, motor bus lines, auto buses, and all sorts of automobile and motor vehicles, and to carry on generally the business of private carriers for hire or persons, goods, wares and merchandise, and to furnish and supply to automobile and taxicab owners or operators, or to other persons or firms carrying on a business in whole or in part similar to that of the company, any service, facilities, information, privileges, concessions, rights, advertisements, which may be deemed of advantage to the company or to those contracting with the company, under the name of "Humphries Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of the par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kennebec Knitting Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six septembre 1947, constituant en corporation: Jacques de Billy, avocat, de Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon et Claude Gagnon, avocats, de la cité de Québec, et Thérèse Sirois, secrétaire, fille majeure, de Lauzon, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, acheter, vendre, transformer, importer et exporter toutes sortes de produits, d'articles et de marchandises en laine, coton, lin, chanvre, toile, soie et généralement tous produits articles et marchandises textiles, et en faire le commerce en gros et en détail, sous le nom de "Kennebec Knitting Mills Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune;

La partie du capital-actions qui sera émise comme actions privilégiées est de \$10,000, divisée en 100 actions de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires ordinaires de la compagnie sera limité à 20 (vingt).

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Louis de Pintendre, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kennebec Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of September, 1947, incorporating: Jacques de Billy, advocate, of Lévis, Gilles de Billy, André Gagnon and Claude Gagnon, advocates, of the city of Quebec, and Thérèse Sirois, secretary, spinster, of Lauzon, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, buy, sell, transform, import and export all kinds of products, goods and merchandise in wool, cotton, flax, hemp, linen and silk, and generally all textile products, goods and merchandise, and to deal in the same wholesale and retail, under the name of "Kennebec Knitting Mills Limited".

The amount of capital stock of the company will be \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each;

The part of capital stock to be issued as preferred shares is \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The number of holders of common stock of the company will be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Saint-Louis de Pintendre, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Laboratoire Bio-Chimique Inc. Bio-Chemical Laboratory Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du deux octobre 1947, constituant en corporation: Jean-Jacques Hamel, avocat, Marie-Anne Savard et Thérèse Trudeau, secrétaires, tous trois des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le négoce de pharmacien en gros et faire affaires comme commerçant, importateur, exportateur, fabricant et vendeur en gros et en détail de produits chimiques et bio-chimiques et pharmaceutiques de toutes sortes, et d'articles de toutes natures qui sont vendus dans les pharmacies et qui doivent être fournis aux pharmaciens, médecins, dentistes et chimistes en général, le tout sujet à la Loi de pharmacie de Québec, sous le nom de "Laboratoire Bio-Chimique Inc. — Bio-Chemical Laboratory Inc.", avec un capital de \$100,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune, et en 800 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Laboratoire Bio-Chimique Inc. Bio-Chemical Laboratory Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of October, 1947, incorporating: Jean Jacques Hamel, advocate, Marie-Anne Savard and Thérèse Trudeau, secretaries, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of wholesale pharmacist and carry on business as dealer in, importer, exporter, manufacturer and vendor wholesale and retail, of chemical, bio-chemical and pharmaceutical products of all kinds, and goods of all description sold by pharmacists and which may be supplied to pharmacists, doctors, dentists and chemists in general, the whole subject to the Quebec Pharmacy Act, under the name of "Laboratoire Bio-Chimique Inc. — Bio-Chemical Laboratory Inc.", with a capital stock of \$100,000, divided into 2,000 shares of \$10 each, and 800 preferred shares of \$100 each. The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente septembre 1947, constituant en corporation sans capital-actions: Onias Plante, gérant, Léon Simard, cultivateur, et Jean-Baptiste Tremblay, mécanicien, tous trois de la paroisse de Saint-Édouard de Péribonka, district de Roberval, pour les objets suivants:

Sans intention de faire un gain pécuniaire, promouvoir, défendre les intérêts et les droits de la paroisse St-Édouard de Péribonka, au point de vue national, patriotique, religieux, philanthropique, charitable et social, sous le nom de "La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka".

Posséder un ou des immeubles pour une valeur ne dépassant pas \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Péribonka, district de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Onias Plante, manager, Léon Simard, farmer, and Jean-Baptiste Tremblay, mechanic, all three of the parish of Saint-Edouard de Péribonka, district of Roberval, for the following purposes:

Without any view to pecuniary gain, to promote and defend the interests and rights of the parish of St-Edouard de Péribonka, from a national, patriotic, religious, philanthropic, charitable and social viewpoint, under the name of "La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka".

To own one or more immovables up to a value not exceeding \$20,000.

The head office of the corporation will be at Péribonka, district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association Sportive de Saint Jean Port-Joli

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: Jean-Thomas Lavallée, marchand, Jean-Baptiste Toussaint, industriel, Edmond Dionne, propriétaire de garage, Eustache Anctil, entrepreneur, et Henri Laurendeau, agent, tous de Saint-Jean-Port-Joli, district de Montmagny, pour les objets suivants:

Construire, acquérir, exploiter une ou des salles de quilles, aréas et tous édifices quelconques à Saint-Jean Port-Joli et dans la province de Québec, sous le nom de "L'Association Sportive de Saint Jean Port-Joli", avec un capital de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux de hasard, les jeux à l'argent ou les jeux mixtes de hasard et d'habileté.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jean Port-Joli, district de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association Sportive de Saint Jean Port-Joli

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: Jean Thomas Lavallée, merchant, Jean Baptiste Toussaint, manufacturer, Edmond Dionne, garage owner, Eustache Anctil, contractor, and Henri Laurendeau, agent, all of Saint-Jean-Port-Joli, district of Montmagny, for the following purposes:

To construct, acquire and operate one or more bowling alleys, arenas and any other type of building at Saint-Jean-Port-Joli and in the Province of Quebec, under the name of "L'Association Sportive de Saint Jean Port-Joli", with a capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The powers conferred shall not be interpreted as permitting games of chance, gambling or games of chance and skill combined.

The head office of the company will be at Saint-Jean Port Joli, district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lauzon Driving School Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: Roger Lacoste, C.R., avocat, de la cité d'Outremont, Marc Lacoste, avocat, de la cité de Montréal, et Jacques Viau, avocat, de la cité de Lachine, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet à la loi des Écoles Professionnelles, établir, maintenir, développer, opérer une école pour enseigner le fonctionnement et la conduite d'automobiles, d'autobus, de camions, d'avions et de yachts, à gazoline et de tous autres genres de véhicules, par des cours théoriques et pratiques,

Lauzon Driving School Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: Roger Lacoste, K.C., advocate, of the city of Outremont, Marc Lacoste, advocate, of the city of Montreal, and Jacques Viau, advocate, of the city of Lachine, all of the district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the Trade-Schools Act, to establish, maintain, develop and operate a school for teaching the operating and driving of automobiles, autobuses, trucks, planes and motor boats and all other types of vehicles, by theoretical and practical courses, under the name of "Lauzon

sous le nom de "Lauzon Driving School Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4001, rue Berri, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre Colombien Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: Rosario Demers, employé du service civil, de New-Liverpool, Achille Olivier, marchand, de Saint-Romuald, Wilfrid Goulet, employé de chemin de fer, de Breakeyville, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, louer, posséder des immeubles, faire toutes les transactions concernant les immeubles, sous le nom de "Le Centre Colombien Limitée", avec un capital de \$49,000, divisé en 490 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Romuald, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six octobre 1947 constituant en corporation: Louis Dussault, avocat, Claire Laflamme et Pauline Boily, secrétaires, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie qui consiste à manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, affermer, louer, transporter, installer, réparer, modifier, troquer, échanger et faire le commerce en gros et en détail de toutes sortes d'effets et objets relatifs au commerce de meubles, jouets, instruments de musique, radios et accessoires de radios, machines, appareils et accessoires électriques, auto-moteurs et magnétiques et tout ce qui peut garnir et meubler une maison, un édifice public ou autre bâtisse, sous le nom de "Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Basile, (Portneuf), district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Jeux d'Hiver Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf septembre 1947, constituant en corporation: Marcel Piché, Jacques Flynn, avocats, et Marie Benoit, secrétaire, fille majeure, tous trois des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Driving School Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4001 Berri Street, Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Colombien Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: Rosario Demers, ex service employce, of New-Liverpool, Achille Olivier, merchant, of Saint Romuald, Wilfrid Goulet, railway employce, of Breakeyville, all of the district of Quebec, for the following purposes:

To buy, sell, lease and own immovables; undertake any transactions concerning immovables under the name of "Le Centre Colombien Limitée", with a capital stock of \$49,000, divided into 490 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Romuald, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of October, 1947, incorporating: Louis Dussault, advocate, Claire Laflamme and Pauline Boily secretaries, all of the city and district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing, buying, selling, importing, exporting, renting, leasing, conveying, installing, repairing, altering, bartering, exchanging and dealing, wholesale and retail, in all kinds of wares and objects connected with the furniture business and that of toys, musical instruments, radios and radio equipment, machines, electric apparatus and supplies, automatic and magnetic motors and anything used to decorate and furnish a house, a public building or other buildings, under the name of "Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc." with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Basile, (Portneuf), district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Jeux d'Hiver Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1947, incorporating: Marcel Piché, Jacques Flynn, advocates, and Marie Benoit, secretary, spinster, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Entreprendre la construction, faire l'achat et la vente et effectuer la réparation des montepentes et téléphériques de toutes sortes et de toutes espèces;

Construire et opérer des patinoires, glissades, tennis, piscines, plages, golf et chalets d'été ou d'hiver, traînes et carrioles, sous le nom de "Les Jeux d'Hiver Inc.", avec un capital de \$60,000, divisé en 540 actions privilégiées d'une valeur au pair de 8.00 chacune, et 6,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au Lac Beauport, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To undertake the building, buying, selling and repairing of ski-tows and telpher lines of all kinds and descriptions;

To build and operate skating-rinks, slides, tennis courts, swimming pools, beaches, golf courses and winter or summer cottage, toboggans and sleighs, under the name of "Les Jeux d'Hiver Inc.", with a capital stock of \$60,000, divided into 540 preferred shares of a par value of \$100, each, and 6,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Lake Beauport, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Melo Ripe Packing Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf septembre 1947, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Ruth Miller, secrétaire, célibataire, de la cité d'Outremont, et Gabrielle Martin, secrétaire, célibataire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Préparer, emballer, usiner et traiter toutes sortes de fruits, légumes, aliments et préparations alimentaires, sous le nom de "Melo Ripe Packing Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires et 250 actions privilégiées, toutes deux d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Melo Ripe Packing Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of September, 1947, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, of the city of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Ruth Miller, secretary, spinster, of the city of Outremont, and Gabrielle Martin, secretary, spinster, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To prepare, package, process and treat all kinds of fruits, vegetables, foods and food preparations, under the name of "Melo Ripe Packing Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares and 250 preferred shares, both a par value of \$100, each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-ninth day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Mitchell Paull Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, avocat et conseil en loi du Roi, Cyril E. Schwisberg, avocat, tous deux de la cité d'Outremont, et Samuel Greenblatt, avocat, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de la construction de tous genres et toutes espèces d'édifices, d'usines et de travaux; et passer des contrats pour telle construction, ladite construction comprenant les rénovations, réparations et améliorations, sous le nom de de "Mitchell Paull Construction Co.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Mitchell Paull Construction Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.Q.S., 1941, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: Samuel E. Schwisberg, barrister and King's Counsel, Cyril E. Schwisberg, advocate, both of the city of Outremont, and Samuel Greenblatt, advocate, of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of construction of all manners and types of buildings, plants and works; and to take contracts for such construction, said construction to include renovations, repairs and ameliorations, under the name of "Mitchell Paull Construction Co.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100, each.

The head office of the Company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Paré Builders' Mart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du trente septembre 1947, constituant en corporation: Charles-Guy Paré, courtier d'assurance, Robert-Y. Paré, gérant, et Marcel Miron, comptable, tous trois des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneur, constructeur, couvreur, importateur et manufacturier de tous matériaux de construction, sous le nom de "Paré Builders' Mart Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Paré Builders' Mart Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of September, 1947, incorporating: Charles Guy Paré, insurance broker, Robert Y. Paré, manager, and Marcel Miron, accountant, all three of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of contractor, builder, roofer, importer and manufacturer of building materials of all kinds, under the name of "Paré Builders' Mart Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirtieth day of September, 1947.

DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Porete Co. (Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi, et Gabrielle Martin, sténographe, célibataire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la constitution et l'aménagement de travaux et d'édifices publics et privés et celui d'entrepreneurs électriques, mécaniques, hydrauliques et civiques, sous le nom de "Porete Co. (Canada) Ltd.", avec un capital de \$75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Porete Co. (Canada) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the City of Westmount, Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, and Gabrielle Martin, stenographer, sister, both of the city of Montreal, all in the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public and private works and buildings, and of electrical, mechanical, hydraulic, and civic contractors, under the name of "Porete Co. (Canada) Ltd.", with a capital stock of \$75,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Provincial Equipment Rental Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux octobre 1947, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack, Irwin B. Cohen, Gregory Charlap, avocats, et Frances Lukas, secrétaire, tous des cité et district de Montréal pour les objets suivants:

Exercer, dans toutes ses branches, le commerce qui consiste à louer de la machinerie et des outillages neufs et usagés, de toutes sortes, de tous genres et de toute description;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre, améliorer, convertir, modifier, équiper, installer, réparer, louer, arrenter, opérer et autrement acquérir, trafiquer et négocier des engins, bouilloires, outillage d'usines électriques, de pouvoir hydraulique, équipement électrique, minier et industriel, outils, instruments et machines de toutes sortes, véhicules moteurs et équipement de flottage sous le nom de "Provincial Equipment

Provincial Equipment Rental Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the second day of October, 1947, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack, Irwin B. Cohen, Gregory Charlap, barristers, and Frances Lukas, secretary, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business in all its branches of leasing new and used machinery and equipment of all kinds, nature and description;

To import, export, manufacture, buy, sell, improve, convert, alter, equip, set up, repair, lease hire, operate and otherwise acquire, deal in and dispose of engines, boilers, power plant equipment, hydraulic equipment, electrical, mining and industrial equipment, tools, implements and machines of all kinds, motor vehicles and floating equipment, under the name of "Provincial Equipment Rental Corp.", with a capital stock

Rental Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sylvia Lumber Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six octobre 1947, constituant en corporation John Michael Byrne, entrepreneur, Alphonse Auger, avocat, et Annette Desharnais, sténographe, tous des cité et district de Québec, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et négocier ou autrement faire valoir toutes espèces de bois de construction, bois de charpente, bois de pulpe et tous produits et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Sylvia Lumber Company Ltd.", avec un capital de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 94 rue de la Couronne, Québec, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le six octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**The Mount Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du sept octobre 1947, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Gillerte Chenier et Jeannette Chenier, sténographes, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, produire, importer, exporter, vendre et autrement trafiquer le lait frais, condensé, conservé et évaporé les crèmes glacées et autres formes du lait manufacturé, et tous les produits et sous-produits du lait, et, en général, exercer le commerce de beureries et de fromageries et de négociants, en gros et en détail, de tous les produits de la compagnie, sous le nom de "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée".

Le capital de la compagnie est divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$25.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moindre de \$150,000.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100. each, and 1,000 common shares of a par value of \$10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this second day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sylvia Lumber Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, Q.R.S., 1941, bearing date the sixth day of October, 1947, incorporating: John Michael Byrne, contractor, Alphonse Auger, solicitor, and Annette Desharnais, stenographer, all of the City and district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy, sell and deal in or otherwise turn to account all kinds of lumber, timber and pulpwood and all products and by-products of the same, under the name of "Sylvia Lumber Company Ltd.", with a capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at 94 Crown Street, Québec, district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**The Mount Royal Dairies & Company Limited
Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by M. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276 R.S.Q. 1941, bearing date the seventh day of October, 1947, incorporating: Germain Bock, advocate, Gillerte Chenier and Jeannette Chenier, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, produce, import, export, sell and otherwise deal in fresh milk, condensed, preserved and evaporated milk, ice cream, and all other forms of manufactured milk and all the products and by-products of milk, and generally to carry on the business of creameries and cheese factories, and wholesale and retail dealers in all the Company's products, under the name of "The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée".

The capital stock of the company is divided into 20,000 common shares having no nominal or par value, and into 20,000 preferred shares of the par value of \$25.

The amount with which the company shall commence its operations shall not be less than \$150,000.

The head office of the Company will be in the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

William Sumarah & Sons Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier octobre 1947, constituant en corporation: William Sumarah, Henry Sumarah, et Michael Sumarah, marchands, de Grindstone, Îles de la Madeleine, district de Gaspé pour les objets suivants:

Faire le commerce d'épicerie, de marchandises sèches, quincaillerie, plastique, accessoires de pêche, bijouterie, tabac, chaussures, habits pour hommes et pour femmes, articles de toilette, librairie, tissus de coton, lainages, soie, toile, drap et vêtements de toutes sortes, fournitures électriques, en gros et en détail, sous le nom de "William Sumarah & Sons Co. Ltd." avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Grindstone, Îles de la Madeleine, district de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le premier octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Windsor Hosiery Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux septembre 1947, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Phyllis Schwartz, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, et John Herschorn, vendeur, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Filer, tisser, tricoter ou autrement manufacturer les bas, les sous-vêtements, articles de vêtement ou hardes, gants, effets, articles ou marchandises de laine, fil, ou des étoffes de toute description en soie, coton, laine, fibre, ou toute autre matière convenable pour l'exécution des objets de la compagnie, sous le nom de "Windsor Hosiery Incorporated", avec un capital de \$50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux septembre 1947.

L'Assistant-procureur général,
20430 L. DÉSILETS.

William Sumarah & Sons Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of October, 1947, incorporating: William Sumarah, Henry Sumarah, and Michael Sumarah, merchants, of Grindstone, Magdalen Islands, district of Gaspé, for the following purposes:

To deal in groceries, dry goods, hardware, plastics, fishing supplies, jewelry, tobacco, footwear, suits for men and women, toilet articles, stationery, cotton fabrics, woollens, silk, linens, cloth and clothing of every sort, electric supplies, wholesale and retail, under the name of "William Sumarah & Sons Co. Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Grindstone, Magdalen Islands, district of Gaspé. Dated at the office of the Attorney General this first day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Windsor Hosiery Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of September, 1947, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Phyllis Schwartz, stenographer, fille majeure, both of the city of Montreal, and John Herschorn, salesman, of the City of Outremont, all in the district of Montreal, for the following purposes.

To spin, weave, knit or otherwise manufacture hosiery, under-wear, articles or clothing or wearing apparel, gloves, wares, articles, or merchandise from yarn, thread or material of every description in silk, cotton, wool, fibre or any other substance suitable for the carrying on of the purpose of the manufacture, under the name of "Windsor Hosiery Incorporated", with a capital stock of \$50,000, divided into 3,000 common shares of \$10 each, and 1,000 preferred shares of \$20 each.

The head office of the Company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of September, 1947.

L. DÉSILETS,
20430-o Deputy Attorney General.

Avis divers**AVIS**

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Chauffeurs de Camions, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20432-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices**NOTICE**

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Chauffeurs de Camions, Local No. 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 9, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

20432 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers des Produits Alimentaires, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20433-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local N° 1", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 17 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20434-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local N° 2", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20435-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Écurie Centrale", en date du 29 septembre 1947, dont le siège social est situé à East Broughton, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 9 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20436-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U. C. C. de Richmond", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres,

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers des Produits Alimentaires, Local N° 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 9, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20433

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local N° 1", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20434

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local N° 2", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20435

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif "Écurie Centrale", under date the twenty-ninth day of September, 1947, whereof the head office is at East Broughton, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of October, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20436

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Richmond", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members

a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Richmond, comté de Richmond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20437-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi les syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis-de-Pintendre", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 6 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20438-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Employés du Vêtement de Sherbrooke", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 10 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20439-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Producteurs de Betteraves à Sucre de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Saint-Hilaire, comté de Rouville.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20445-o JEAN BRUCHÉSI.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat National Catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Falls, Inc.", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le 11 mars 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Shawinigan Falls, comté de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20446-o JEAN BRUCHÉSI.

has been authorized by the Provincial Secretary on September 22, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Richmond, county of Richmond.

20437 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis-de-Pintendre", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 6, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Louis-de-Pintendre, county of Lévis.

20438 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Employés du Vêtement de Sherbrooke" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 10, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint Francis.

20439 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Producteurs de Betteraves à Sucre de Québec", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Saint-Hilaire, county of Rouville.

20445 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Falls, Inc.", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of the profession, has been authorized by the Provincial Secretary on March 11, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Shawinigan Falls, county of Saint-Maurice.

20446 Under Secretary of the Province,
JEAN BRUCHÉSI.

COMMISSION SCOLAIRE DE QUÉBEC-OUEST

SCHOOL COMMISSION OF QUEBEC-WEST

TIRAGE D'OBLIGATIONS

DRAWING OF BONDS

Les obligations suivantes émises conformément à la résolution en date du 3 mars 1941, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: N° 12.

Dénomination de \$.00.00: Nos. 34, 31.

Lesdites obligations sont remboursables le 1er décembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
J. ROSAIRE FLAMAND.

20447-o

The following bonds issued in virtue of a resolution dated March 3, 1941, were drawn by lots:

Denominations of \$100 : No. 12

Denominations of \$.00 : Nos. 34, 31.

Said bonds will be redeemable on the 1st of December, 1947, the date upon which they shall cease to bear interest.

J. ROSAIRE FLAMAND,
Secretary-Treasurer.

20447

Avis est donné par les présentes que sur recommandation de l'Assistant-procureur général, les amendements aux articles 2, 4, 5, 7, 11 et 12 de la constitution et des règlements de "Young Men's Section of the Montreal Board of Trade" tels qu'adoptés à une assemblée générale tenue le 12 mars 1947, ont, le 9 octobre 1947, été approuvés par l'honorable Secrétaire de la Province, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi de compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276) telles que modifiées par la Loi 10, George VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20454

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the amendments to article 2, 4, 5, 7, 11 and 12 of the Constitution and By-Laws of "Young Men's Section of the Montreal Board of Trade", as adopted at a general Meeting held on March 12th, 1947, were, on October 9th, 1947, approved by the Honourable the Provincial Secretary, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276), as amended by the Act 10, George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of October, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20454-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire du Collège des Jésuites", en date du 19 avril 1947, dont le siège social est situé au Collège des Jésuites, comté de Québec-Ouest, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 juin 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20460-o

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire du Collège des Jésuites" under date the 19th day of April, 1947, whereof the head office is at "Collège des Jésuites", county of Quebec-West, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th of June, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20460

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Ville St-Joseph, comté de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20461-o

The formation of an association under the name of "Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Ville St-Joseph, county of Drummond.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20461

AVIS

NOTICE

(Loi des syndicats professionnels)

(Professional Syndicates' Act)

La formation d'une société, sous le nom de The Association of the Valcartier Turkey Growers", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 22 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé dans le village de Valcartier, comté de Québec.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

20471-o

The formation of an association under the name of "The Association of the Valcartier Turkey Growers" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on October 22, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the Village of Valcartier, county of Quebec.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

20471

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Employés de Merck & Company Limited de Valleyfield", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 octobre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé dans la cité de Salaberry-de-Valleyfield, comté de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20469-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la Province a, le 22 octobre 1947, approuvé le Règlement N° 10 de la "Société des Infirmières Visiteuses", fixant la fin de l'année fiscale de cette société au 30 avril de chaque année, tel qu'adopté à une assemblée générale annuelle tenue le 13 mai 1947, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q., 1941, chapitre 276), telles que modifiées par 10 Georges VI, chapitre 20, article 5.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 23 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20470-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Employés de Merck & Company Limited de Valleyfield" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on October 23, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city of Salaberry-de-Valleyfield, county of Beauharnois.

JEAN BRUCHÉSI,
20469 Under Secretary of the Province.

Notice is given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable the Secretary of the Province, on October 22, 1947, approved By-law No. 10 of the "Société des Infirmières Visiteuses" fixing the end of the fiscal year of the said society to April 30th of each year, as adopted at a general annual meeting held on May 13, 1947, and such in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q. 1941, chapter 276), as amended by 10 George VI, chapter 20, section 5.

Given at the office of the Provincial Secretary, October 23, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20470 Under Secretary of the Province.

Arrêtés en Conseil

ARRETÉ EN CONSEIL

CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1692

Québec, le 15 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

CONCERNANT certains actes administratifs du Secrétariat de la Province.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Secrétaire de la province:

— I —

CONCERNANT l'approbation du Règlement numéro 17 de la Commission des Accidents du Travail de Québec.

ATTENDU que la Commission des Accidents du Travail de Québec a transmis, pour approbation, un règlement portant le numéro 17, qui se lit comme suit:

Règlement numéro 17

QUE, pour assurer le sauvetage des ouvriers mineurs victimes des gaz et fumées dans les mines, il y a lieu d'établir dans certaines régions minières de la province, des postes de sauvetage munis d'appareils les plus modernes;

QUE les exploitants des mines dans ces régions sont disposés à payer les frais d'organisation et d'entretien de ces postes;

QU'A cette fin la Commission des Accidents du Travail de Québec avancera les fonds néces-

Orders in Council

ORDER IN COUNCIL

CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1692

Québec, October 15, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING certain administrative rulings of the Provincial Secretary's Department.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Provincial Secretary:

— I —

CONCERNING the approval of Regulation No. 17 of the Quebec Workmen's Compensation Commission.

WHEREAS the Quebec Workmen's Compensation Commission has forwarded, for approval, a Regulation bearing number 17, which reads as follows:

Regulation No. 17

THAT the rescue miners injured by gaz or smoke in the mines, it is necessary to establish in certain mining regions of the Province mining rescue stations provided with the most modern equipment;

THAT the mining industries in said regions are agreeable to bear the cost of organizing and maintaining these rescue stations;

THAT for these purposes the Quebec Workmen's Compensation Commission will advance

saïres, lesquels seront remboursés à celle-ci par des répartitions imposées aux employeurs des Groupes 1, 2, et 3 de la Classe 5 des industries indiquées à la Cédule 1 de la Loi des Accidents du Travail, 1931;

QUE, sujet aux conditions déterminées par le Lieutenant-gouverneur en Conseil sous les dispositions de l'Article 197 de la Loi des Mines, ces postes d'appareils de sauvetage seront organisés par le Ministre des Mines qui pourra pourvoir à leur équipement et à leur entretien et à y maintenir le personnel nécessaire à leur bon fonctionnement;

QUE la Commission des Accidents du Travail de Québec, sur autorisation du Lieutenant-gouverneur en Conseil, avancera au Ministère des Mines les sommes nécessaires à cette fin;

QUE les déboursés, à titre capital, seront payables à même le fonds d'accident de la Commission des Accidents du Travail de Québec et remboursés à celle-ci par cinq (5) répartitions égales et annuelles par cette partie des membres des Groupes 1, 2 et 3 de la Classe 5 des industries mentionnées dans la Cédule 1 de la Loi des Accidents du Travail, exploitant dans les comtés de Pontiac, de Témiscamingue, de Rouyn-Noranda, d'Abitibi Ouest et d'Abitibi Est, au prorata de leurs listes de paye, et que les frais annuels d'entretien et les bordereaux de gages et salaires lui seront remboursés annuellement, de la même façon."

EN CONSÉQUENCE, vu le rapport du ministère du Procureur général, en date du 29 septembre 1947, que le Règlement numéro 17 de la Commission des Accidents du Travail de Québec soit approuvé, et ce conformément aux dispositions de l'article 66 de la Loi des Accidents du Travail, Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 160.

20450-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1730

Québec, le 23 octobre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre,

D'UNE PART:
L'Association des Constructeurs de Québec, inc.;

Et D'AUTRE PART:
Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats catholiques nationaux de Québec représentant le Syndicat national catholique des briqueteurs-maçons du Canada inc., section N° 1, Québec; le Syndicat national catholique des plâtriers du Canada inc., section N° 1, Québec; l'Union nationale catholique des char-

the necessary funds which shall be reimbursed to the said Commission by assessments levied from employers of Groupe 1, 2 and 3 in Class 5 of industries included in Schedule 1 of the Workmen's Compensation Act, 1931;

THAT subject to the conditions determined by the Lieutenant-Governor in Council under the provisions of Section 197 of the Mining Act, these rescue stations shall be established by the Minister of Mines who may provide for their equipment and their maintenance and who may appoint the employees as he may deem necessary for their adequate operation;

THAT the Quebec Workmen's Compensation Commission, upon being duly authorized by the Lieutenant-Governor in Council, shall advance to the Department of Mines of the Province the funds necessary to the carrying out of the provisions of the foregoing Regulation;

THAT the capital disbursement shall be paid out of the accident fund of the Quebec Workmen's Compensation Commission and shall be reimbursed to the latter by way of five (5) equal and annual assessments to be levied on those members of Groupe 1, 2 and 3 of Class 5 of those industries included in Schedule 1 of the Workmen's Compensation Act of Quebec operating mines in the counties of Pontiac, Témiscamingue, Rouyn-Noranda, Abitibi West and Abitibi East, on a pro rata basis according to their payrolls, and that the annual cost of maintenance and of wages and salaries shall be reimbursed each year to the said Commission in the same manner as provided herein above."

THEREFORE, in view of the report from the Attorney General's Department, bearing date the 29th of September, 1947, that Regulation No. 17 of the Quebec Workmen's Compensation Commission be approved, and such in conformity with the provisions of section 66 of the Workmen's Compensation Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 160.

20450 A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1730

Québec, October 23, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING a collective labour agreement relating to the construction industry and trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:
"L'Association des Constructeurs de Québec, inc."

And, ON THE OTHER PART:
"Le Conseil des Métiers de la Construction des Syndicats catholiques nationaux de Québec", representing "Le Syndicat national catholique des Briqueteurs-maçons du Canada inc." section No. 1, Québec; "Le Syndicat national catholique des Plâtriers du Canada inc." Local No. 1, Québec; "L'Union nationale catholique des

peintiers-menuisiers de Québec inc.; l'Union nationale catholique des peintres de Québec inc.; la Fraternité des plombiers et électriciens de Québec inc.; l'Union nationale catholique des ferblantiers-couvreurs de Québec inc.; l'Union catholique des manœuvres de Québec inc.; le Syndicat national catholique des métiers de la construction inc., de Rivière-du-Loup; le Syndicat national catholique du bâtiment de Thetford Mines; le Syndicat national catholique des métiers du bâtiment inc., de Saint-Joseph de Beauce; le Syndicat catholique des métiers de la construction de Rimouski inc.,

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 septembre 1947;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et l'industrie visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU que des objections ont été formulées contre ladite requête et qu'elles ont été soumises à l'appréciation des parties contractantes;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 13 septembre 1947.

I. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme "compagnon-briqueleur" désigne tout salarié qui pose la brique, le terra-cotta, la pierre artificielle et les blocs de gypse.

b) Le mot "maçon" désigne tout salarié qui pose la pierre artificielle et naturelle, le granit.

Tout briqueleur ou maçon qualifié comme tel peut faire le tirage des joints.

c) Le terme "charpentier-menuisier" désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de tous travaux de réparation des objets en bois, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier, et qui fait le posage des paravents (bois ou métal), châssis, fenêtres, divisions en acier et de bandes métalliques ou de caoutchouc pour calfeutrage de portes et châssis.

d) Le terme "compagnon-plâtrier" désigne tout salarié qui exécute des travaux d'enduit de plâtre, tel que le posage de la celanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage des ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre et le ciment blanc et qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

e) Les mots "mécanicien de machines fixes" désignent les mécaniciens et les chauffeurs préposés à la surveillance d'une installation de force motrice ou à l'opération de celle-ci, au sens du paragraphe 5, article 2, de la Loi relative aux mécaniciens de machines fixes (chapitre 178, S.R.Q. 1941).

f) Le mot "manœuvre" désigne tout salarié qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

Charpentiers-Menuisiers de Québec, inc."; "L'Union nationale catholique des Peintres de Québec, inc."; "La Fraternité des Plombiers et Electriciens de Québec, inc."; "L'Union nationale catholique des Ferblantiers-Couvreurs de Québec, inc."; "L'Union catholique des Manœuvres de Québec, inc."; "Le Syndicat national catholique des Métiers de la Construction, inc." of Rivière-du-Loup; "Le Syndicat national catholique du Bâtiment de Thetford-Mines" "Le Syndicat national catholique des Métiers du Bâtiment inc." of St. Joseph-de-Beauce; "Le Syndicat catholique des Métiers de la Construction de Rimouski, inc."

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 13, 1947;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of the working conditions in the trades and the industry concerned and in the territorial jurisdiction mentioned in the said request;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS objections have been made against the said request and they have been submitted to the contracting parties for consideration;

IT IS ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said request be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted for the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 13, 1947.

I. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following terms have the significance hereafter given to them:

a) The words "journeyman-bricklayer" mean any employee who lays bricks, terra-cotta, artificial stone and block gypsum.

b) the word "mason" means any employee who lays natural and artificial stone, and granite.

Any bricklayer or mason, qualified as such, may do joint pointing.

c) The words "carpenter and joiner", mean any employee who does wood joining and carpentry work, repairs, wooden objects, performs any wood work with a carpenter's tools and sets screens (wood or metal); sashes, windows, steel partitions and weather-strips, metal or rubber for the listing of doors and windows.

d) The word "journeyman-plasterer" mean any employee who does plastering work such as the laying of celanite, the finishing work on rockwall, cement, mortar, stucco and plaster mouldings, the laying and casting of ornaments, the mixing of lime with plaster or white cement and who prepares the moulding, i.e. the laying of the rulers for the pushing in of the moulding.

e) The words "stationary engineman" mean enginemen and firemen in charge of a motive power installation or of the operation thereof as described in subsection 5, section 2 of the Stationary Enginemen's Act, (R.S.Q., 1941, ch. 178).

f) The word "Labourer" means any employee performing unqualified work and that of a helper.

g) Le terme "compagnon-peintre" désigne tout salarié qui fait au pinceau, à la machine pneumatique ou au tampon, des travaux de peinture, de teinture, de vernis ou produits connexes servant à protéger ou à décorer les surfaces de bois, plâtre, ciment et métal, qui exécute également des travaux de décoration, de tapissage, d'imitation, de dorage, de vitrage, au mastic ou à la baguette et qui fait le lavage des surfaces pour les repeinturer.

h) Le terme "poseur-de-terrazzo" désigne tout salarié qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazzo, mesure, divise cette surface et y trace les lignes, prépare les échantillons et le mélange et exécute ou surveille le roulage et le polissage du terrazzo.

i) Le terme "poseur-de-tuile" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles et qui les pose.

j) Le terme "poseur-de-marbre" désigne tout salarié qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, le taille et le pose.

k) Le terme "finisseur-de-ciment" désigne tout salarié qui pose et finit le ciment pour parquets et revêtements unis ou d'ornementation, met en place et repose les côtés et revêtements en ciment, fait les trottoirs et pavages en ciment, répare les fondations et exécute tout autre travail connexe. Le travail sur murs faisant suite au travail de parquets, se limite pour le finisseur de ciment, à la hauteur de la plinthe à l'intérieur, et à la hauteur du solage à l'extérieur.

l) Le terme "ferblantier-couvreur" désigne tout salarié qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné, qui fabrique toutes sortes d'objets en fer blanc, en tôle ou en cuivre, tels que corniches, ornements, ventilateurs, gouttières, etc., ou qui fait encore le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille.

m) Les mots "mécanicien en tuyauterie" désignent les compagnons et les apprentis mécaniciens en tuyauterie, les plombiers et les poseurs d'appareils de chauffage et de réfrigération, tels que définis par la Loi des mécaniciens en tuyauterie (ch. 173, S.R.Q. 1941).

n) Le mot "électricien" désigne les compagnons et les apprentis électriciens tels que définis par la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (c. apitre 172, S.R.Q. 1941).

o) Les mots "mécanicien en fer et bronze ornemental" désignent tout salarié qui fait le tracé, la coupe, la préparation et l'assemblage au moyen de machines, d'outils ou de soudure, de toutes pièces en fer, bronze et acier pour fabrication d'escaliers intérieurs ou extérieurs, de garde-corps, de clôtures, de barrières, de châssis, de marquises, de trappes de cave ou d'inspection, de grillages, de tous genres, de chutes à charbon, de portes, de voûtes, de portes coupe-feu, de divisions et d'appareils de sauvetage, ou tout travail de même genre, et qui en fait l'installation ou le montage.

Note: L'ajusteur en fer et bronze ornemental ayant servi comme tel durant deux années, doit se présenter devant le bureau d'examineurs, lequel juge si ledit ajusteur a les connaissances voulues pour justifier une qualification de mécanicien. Si l'examen n'est pas satisfaisant, l'ajusteur doit servir comme tel une autre année après quoi il doit subir l'examen de nouveau.

II. Jurisdiction professionnelle: a) La jurisdiction professionnelle du décret comprend tous les travaux de construction, bâtiment et génie civil,

g) The words "journeyman-painter" mean any employee who paints, dyes, varnishes or uses some similar products with a paint-brush, a pneumatic machine or a "tampon" in order to protect or embellish wood, plaster, cement and metal surfaces; who also performs the following operations: decorating, wallpaper hanging, imitation, gilding, mastic or rod glass setting and the washing of surfaces before painting.

h) The words "terrazzo layer" mean any employee who levels the surfaces to be coated with terrazzo, measures, divides such surface and draws lines thereon, prepares the samples, mixes the material, spreads the mixture and supervises the rolling and polishing of the terrazzo.

i) The words "tile setter" mean any employee who measures the surface to be coated with tiles and who sets same.

j) The words "marble setter" mean any employee who measures the surfaces to be coated with marble, cuts and sets same.

k) The words "cement finisher" mean any employee who lays and finishes cement for floors and plain or ornamental coverings; places and lays the cement sides and coverings, makes sidewalks and paving works, repairs foundations and performs any similar work. Work on walls to be done after floor work is limited, inasmuch as the cement finisher is concerned, to the height of the plinth, inside, and of the foundation, outside.

l) The words "tinsmith-roofer" mean any employee performing tile, slate, sheet iron, copper, gravel, asphalt or tarred paper roofing work or who makes any kind of tin sheet, iron or copper articles, such as cornices, ornamentations, ventilators, gutters, etc. or who outlines, cuts or lays any sheet metal.

m) The words "plumber and steamfitter", mean journeymen and apprentices in plumbing pipe fitting and refrigeration, as defined by the Act respecting Pipe-Mechanics (chapter 173, R.S.Q., 1941).

n) The word "electrician" means journeymen and apprentices of the electrician's trade as defined by the Electricians' and Electrical Installations Act (ch. 172, R.S.Q., 1941).

o) The words "ornamental iron and bronze mechanic" mean any employee who traces, cuts, prepares and assembles, by means of machines, tools or soldering, any iron, bronze and steel part for the building of inside or outside stairs, hand-rails, fences, gates, windows, marquises, inspection of trapdoors, iron railings of all kinds, coal-holes, vaults, fire-doors, partitions and fire escapes or any similar work, and who sets up or erects same.

Notes: Ornamental iron and bronze fitters having worked as such for two years shall sit before the Board of Examiners who will decide if the said fitters are competent enough to be qualified as mechanic. If the examination proves unsatisfactory, the fitter shall work as such for another year and then he shall sit for another examination.

II. Professional jurisdiction: The professional jurisdiction of the decree includes all operations pertaining to the construction, building and engi-

y compris les opérations des ouvriers qualifiés ou non qualifiés employés dans les édifices publics, les travaux d'installation, de réfection, d'entretien et de démolition.

Notes: 1. Le décret régit les opérations des couvreurs d'amiante (système de chauffage et tuyauterie), des mécaniciens de souffleurs, des mécaniciens de brûleurs à l'huile et des mécaniciens en réfrigération; tous les mécaniciens en tuyauterie, les électriciens, les ferblantiers et les menuisiers qui participent à ces opérations doivent être payés suivant les salaires établis pour leur catégorie dans le décret et ce, pour les fins d'installation et de service.

2. Le décret, en ce qui touche les ouvriers en fer et bronze ornemental et les ferblantiers-couvreurs, régit toutes les opérations des métiers de travailleur en fer et bronze ornemental et de ferblantier-couvreur, que ces opérations soient exécutées sur un chantier ou dans une boutique; il s'applique également à tous les travaux de fabrication, de réparation d'outillage et à tout ouvrage de quelque nature que ce soit, exécuté par le salarié durant le temps et la durée du travail.

b) Disposition spéciale: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ne sont pas assujetties aux dispositions du décret, pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueduc, d'égoût, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés sous leur contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations municipales.

c) Les compagnies de chemin de fer à vapeur ne sont pas assujetties au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les préposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemin de fer.

d) Les employeurs de l'industrie de la pulpe et du papier sont exemptés des dispositions du décret pour ce qui concerne l'entretien des usines affectées à la fabrication de la pulpe et du papier.

III. Jurisdiction territoriale: La juridiction territoriale du présent décret comprend la cité de Québec, les comtés de Québec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski et Matane.

Aux fins d'application du décret, cette juridiction territoriale est divisée en quatre (4) zones, de la façon suivante:

Zone I: Les cités de Québec, de Lévis, de Sillery, les villes de Lauzon, Château d'Eau, Québec-Ouest, Beauport, Courville, les municipalités de Saint-Romuald d'Étchemin, Saint-Télesphore, Charney, Saint-David-de-l'Auberivière, Saint-Louis de Pintendre, Saint-Jean-Chrysostôme, Saint-Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Sainte-Foy, Saint-Félix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, Saint-Ambroise de la Jeune-Lorette, Loretteville, Saint-Charles de Charlesbourg, Charlesbourg-Est, Notre-Dame des Laurentides, Notre-Dame-des-Anges, La Petite Rivière, Saint-Michel Archange, Giffard, Beauport-Est, Beauport-Ouest, Montmorency, Saint-Jean de Boischatel, l'Ange-Gardien, Sainte-Thérèse de Lisieux, et la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus.

Zone II: La cité de Thetford-Mines et la ville de Black Lake.

neering, including the operation of skilled and unskilled workers employed in public buildings, or doing installation, rebuilding, maintenance and demolishing work.

Note: 1. The decree governs the operations of asbestos coverers (heating and pipe systems), blower fitters, oil burning system mechanics, cooling system mechanics; all plumbers and steamfitters (pipe mechanics), electricians, tinsmiths and joiners doing any work pertaining to these operations shall be paid according to the wages established in the decree for their category, and this, for installation and maintenance operations.

2. The decree, inasmuch as ornamental iron and bronze workers and tinsmiths-roofers are concerned, governs all the operations of the ornamental iron and bronze working trade and that of the tinsmiths-roofers, whether these operations be performed on a job or in a shop; it applies also to the fabrication and repair of equipment and to any operation whatever, performed by the employee during working time and duration.

Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities and towns and the municipal corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; inasmuch also as construction, rebuilding or maintenance works on aqueducts, sewers, pavings, side walks and other works of the same kind performed under their immediate control are concerned. The exemption does not apply, however, to contractors or sub-contractors carrying on the same operations on their behalf or by the job for the said cities, towns or municipal corporations.

c) Steam railroad companies are not governed by the decree in the case of operations ordinarily performed by maintenance men of the system who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

d) The employers in the pulp and paper industry are exempted from the provisions of the decree as regard the maintenance of mills producing pulp and paper.

III. Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the present decree comprises the City of Quebec, the counties of Quebec, Portneuf, Montmorency, Lévis, Lotbinière, Beauce, Dorchester, Mégantic, Bellechasse, Montmagny, L'Islet, Kamouraska, Témiscouata, Rivière-du-Loup, Rimouski and Matane.

For the purposes of enforcement of the decree, this territorial jurisdiction is divided into four (4) zones, as follows:

Zone I: The cities of Quebec, Lévis, Sillery, the towns of Lauzon, Château d'Eau, Québec West, Beauport, Courville, the municipalities of St. Romuald d'Étchemin, St. Telesphore, Charney, St. David-de-l'Auberivière, St. Louis de Pintendre, St. Jean-Chrysostome, St. Joseph-de-la-Pointe-de-Lévis, Sainte-Foy, St. Felix-du-Cap-Rouge, l'Ancienne-Lorette, St. Ambrose-de-la-Jeune-Lorette, Loretteville, St. Charles-de-Charlesbourg, Charlesbourg-East, Notre-dame des Laurentides, Notre-Dame-des-Anges, La Petite Rivière, St. Michel Archange, Giffard, Beauport-East, Beauport-West, Montmorency, St. Jean-de-Boischatel, l'Ange-Gardien, Sainte-Thérèse de Lisieux, and the parish of Sacre-Cœur-de-Jésus.

Zone II: The city of Thetford-Mines and the town of Black Lake.

Zone III: La cité de Rivière-du-Loup, la ville de Matane, la ville de Rimouski, les municipalités de paroisse de Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, Saint-Germain-de-Rimouski, et la municipalité de village de Rimouski-Est.

Zone IV: Le territoire non compris dans les trois zones précédentes.

IV. Taux de salaires: Les taux minima de salaires suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-contre:

Zone III: The city of Rivière-du-Loup, the town of Matane, the town of Rimouski, the parish municipalities of Notre-Dame-du-Sacré-Cœur, St. Germain-de-Rimouski and the village municipality of Rimouski-East.

Zone IV: The territory not included in the above three zones.

IV. Rates of wages: The following minimum rates of wages shall be paid for each one of the trades hereafter mentioned:

Métiers — Trades

Salaires horaires — Hourly rates
Zones

	I	II	III	IV
Briqueur, maçon, plâtrier — Bricklayer, plasterer, mason.	\$1.15	\$1.00	\$0.90	\$0.85
Charpentier-menuisier — Carpenter joiner.	0.95	0.90	0.80	0.75
Charpentier menuisier, compagnon junior 1 an — Carpenter joiner, Junior journeyman, one year	0.85	0.80	0.75	0.70
Calfat — Caulker.	0.75	0.70	0.60	0.55
Peintre — Painter:				
Compagnon — Journeyman	0.90	0.85	0.75	0.70
Compagnon junior 1 an — Junior journeyman (one year)	0.80	0.75	....	....
Mancœuvre ou journalier — Labourer.	0.70	0.65	0.55	0.55
Faiseur de mortier — Mortar maker.	0.70	0.65	0.55	0.55
Brasseur de célanite — Celanite mixer.	0.70	0.65	0.55	0.55
Couleur de blanc — Plaster pourer.	0.70	0.65	0.55	0.55
Porteur d'oiseau — Hod carrier.	0.70	0.65	0.55	0.55
Jointoyeur — Joint pointer.	0.90	0.80	0.75	0.70
Finisseur de ciment — Cement finisher.	0.90	0.80	0.75	0.70
Poseur de tuile, marbre et terrazzo — Tile, marble and terrazzo layer.	0.90	0.80	0.75	0.70
Compagnon junior 1 an. Junior Journeyman, one year	0.80	0.70	....	....
Polisseur de terrazzo à la machine (1er six mois d'apprentissage) — Terrazzo polishing machine operator, 1st six months (apprenticeship)	0.70	0.65	0.55	0.55
Polisseur de terrazzo à la machine — Terrazzo polishing machine.	0.80	0.75	0.65	0.60
Foréur — Driller.	0.85	0.80	0.70	0.65
Préposé au marteau pneumatique — Pneumatic hammer operator.	0.80	0.75	0.65	0.60
Poseur de lattes métalliques — Latner (metal).	0.85	0.80	0.70	0.65
Poseur de lattes en bois — Latner (wood).	0.85	0.80	0.70	0.65
Préposé aux pelles mécaniques — Engineman mechanical shovels.	0.90	0.80	0.70	0.65
Préposé aux tracteurs — Engineman tractors.	0.90	0.80	0.70	0.65
Préposé aux grues — Engineman hoisting	0.90	0.80	0.70	0.65
Préposé aux malaxeurs — Engineman mixers	0.90	0.80	0.70	0.65
Préposé aux compresseurs — Engineman compressors.	0.90	0.80	0.70	0.65
Mécanicien de machines fixes et portatives — Engineman stationary and portable machines.	0.85	0.75	0.65	0.60
Mécanicien en tuyauterie (plombier, poseur d'appareils de chauffage et de réfrigération) — Pipe mechanic (plumber, pipe fitter and refrigeration mechanic):				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).	1.30	1.10	1.05	1.00
Compagnon — Journeyman	0.95	0.85	0.80	0.75
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year).	0.80	0.70	....	....
Electricien — Electrician:				
Entrepreneur (services personnels) — Contractor (personal services).	1.30	1.10	1.05	1.00
Compagnon — Journeyman	0.95	0.85	0.80	0.75
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer:				
Compagnon — Journeyman	0.95	0.85	0.80	0.75
Compagnon junior (1 an) — Junior journeyman (one year).	0.85	0.75	....	....
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.	0.95	0.85	0.80	0.75
Fer et bronze ornamental:				
Mécanicien — Mechanic.	0.90	0.85	0.80	0.75
Forgeron — Blacksmith.	0.90	0.85	0.80	0.75
Ajusteur — Fitter.	0.80	0.75	0.70	0.65
Gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine — Floor scraper, polisher and sander, by hand or with machine	0.85	0.80	0.75	0.70
Gardiennage sur chantier (nuit et jour) (dimanche et fête) maximum 72 heures par semaine — Job watchman (night or day) (Sundays and holidays) maximum of 72 hours per week.	0.45	0.45	0.45	0.45

Pour les catégories de mécanicien en tuyauterie et de ferblantier-couvreur, les compagnons doivent être limités à un (1) par cinq (5) compagnons seniors.

For the categories of pipe mechanic and tinsmith-roofer, there shall be but one (1) junior journeyman to each five (5) senior journeymen.

Dans les cas où les opérations du gratteur, polisseur et sableur de planchers à la main ou à la machine sont exécutées par un menuisier qualifié, ce dernier doit recevoir le salaire établi pour sa catégorie dans le décret.

IV-A. Dispositions particulières concernant l'industrie du fer structural, les métiers de mécanicien de machines génératrices à vapeur et de chaudronnier:

a) Toute opération exécutée sur l'emplacement de toute construction existante ou future, comportant l'installation (ou fabrication) de fer structural, de réservoirs et autres travaux avec métal laminé et l'installation de bouilloires et réservoirs portatifs est rémunéré au taux horaire minimum de un dollar et onze cents (\$1.11).

Toute démolition ou démontage de fer structural et de métal laminé est rémunérée au même taux que l'installation.

Toutefois, l'installation de réservoirs et bouilloires portatives de moins de deux tonnes est considérée comme du travail de gréage et rémunérée au taux horaire minimum de soixante-dix-huit (\$0.78) cents.

Il peut y avoir un apprenti par cinq (5) travailleurs en fer structural employés sur tout chantier ou un apprenti si le nombre de travailleurs en fer structural employés est inférieur à cinq.

b) *Machines génératrices à vapeur: Etendu du travail:* Le travail de mécanicien de machines génératrices à vapeur comprend toute opération relative au montage de toute machinerie employée pour la production de force motrice, au moyen de vapeur ou de combustion; il comprend également, sans enfreindre les dispositions générales stipulées ci-dessus, le montage des structures en acier, le posage d'accessoires sur des bases ou supports, le posage ou le roulage de conduits, l'installation et l'alignement d'accessoires à mouvement alternatif ou rotatif, tels que les éventails, les moteurs, les pompes, les pulvérisateurs, les brûleurs, etc., et le posage et l'assemblage de toutes pièces sous pression ou non.

Les aides peuvent aider ces mécaniciens dans les différentes opérations concernées, mais ils doivent toujours travailler sous la surveillance d'un mécanicien expérimenté. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque mécanicien employé.

Le démontage des accessoires ci-dessus mentionnés pour fins de réinstallation comporte le même taux de salaire que pour le montage.

Toutefois, les présentes dispositions ne s'appliquent pas auxdits travaux exécutés sur les systèmes de chauffage direct à l'eau chaude.

Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, les préposés à l'installation des foyers mécaniques (stokers) dans les fournaies dont la surface horizontale de chauffe et de vingt (20) pieds au moins ont droit à un salaire horaire de \$0.89 et leur durée de travail est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, sans limitation journalière. Les aides sont rémunérés à raison de \$0.67 l'heure. Dans cette catégorie, il peut y avoir un (1) aide pour chaque ouvrier qualifié.

c) *Chaudronniers:* Le travail de chaudronnier comprend, sans enfreindre les dispositions des paragraphes "a" et "b" du présent article, la fabrication de conduits d'échappement de fumée, de trémies (hoppers), de soutes à charbon, de chargeurs automatiques (conveyors), de réservoirs et de tout métal laminé.

Dans cette catégorie, il y a un (1) aide par cinq (5) ouvrier qualifiés.

d) *Taux de salaires:* Les taux de salaires minima sont les suivants pour chacun des métiers ci-après:

In cases where a skilled joiner performs the operations of floor scrapers, polishers and sanders by hand or machine, he shall receive the wage rate established in the decree for his category.

IV-A. Particular provisions concerning the structural steel industry, steam generator mechanic and boiler-maker trades:

a) All operations performed on the site of any proposed or existing structure involving the erection (or fabrication) of structural steel, tank and other plate work and the installation of portable boilers and tanks shall be remunerated at a wage rate of not less than one dollar and eleven cents (\$1.11) per hour.

The demolition or dismantling of structural steel and plate work shall bear the same rate as the erection thereof.

However, the installation of portable tanks and boilers under two tons in weight is to be considered in the "rigging" class and remunerated at a wage rate of not less than seventy-eight (\$0.78) cents per hour.

It is permissible to use apprentices on the basis of one for every five (5) structural iron workers employed on any job, or one apprentice when the number of structural iron workers employed is less than five.

b) *Steam generation: Scope of work:* The operations of steam generator mechanics shall comprise all work involved in the erection of all equipment used in the generation of steam and (or) fuel burning and, without impairing the foregoing generality, shall include such work as the erection of steel, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting or rolling of tubes, the installation and lining up of reciprocating and rotating equipment such as fans, motors, pumps, pulverizers, stokers, etc., and the fitting and assembling of all pressure and non-pressure parts.

Helpers may assist such mechanics in the various operations involved, but shall at all times work under the supervision of a skilled mechanic. The ratio of helpers to mechanic in this category of work shall be one to one.

The demolition of the above equipment or the dismantling thereof, for the purpose of reinstallation, shall bear the same rate as erection.

However, these provisions do not apply to operations performed on direct water-heating systems.

Notwithstanding the foregoing provisions, workers doing the installation of stokers in furnaces with a horizontal heating surface of twenty (20) feet and less, shall be entitled to an hourly rate of \$0.89 and their weekly duration of labour shall be fifty-five (55) hours, without daily limitation; their helpers shall receive \$0.67 per hour. In this category the ratio of helpers to skilled workers shall be one to one.

c) *Boiler-makers:* The operations of boiler-makers shall include, without impairing the provisions of subsections "a" and "b" of this section, the erection of steel smoke-stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work.

The ratio of helpers in this category of work shall be one (1) to five (5) mechanics.

d) *Wage rates:* The minimum wage rates shall be the following for each of the trades hereafter mentioned:

Métiers:	Salaires horaires	Trades	Hourly rate
Peintre (fer structural)	\$1.00	Painter (structural iron)	\$1.00
Monteur et soudeur de fer structural (toutes catégories)	1.11	Structural iron erector and welder (all categories)	1.11
Chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à vapeur	1.11	Boiler-maker, steam generator erector and mechanic	1.11
Aide chaudronnier, monteur et mécanicien de machines génératrices à vapeur	0.84	Boiler-maker's, steam generator erector's and mechanic's helper	0.84
e) <i>Apprentissage</i> : Le salaire des apprentis est le suivant par rapport aux taux mentionnés ci-haut:		e) <i>Apprenticeship</i> : The wages of the apprentices are the following with regard to the rates hereinabove mentioned:	
1ère année	50%	1st years	50%
2ième année	85%	2nd year	85%

V. *Durée du travail*: a) La durée maximum du travail est de huit (8) heures par jour, réparties entre 7 heures a.m. et 6 heures p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, le tout devant constituer une durée maximum de quarante-huit (48) heures par semaine.

b) Toutefois, il est permis de travailler pendant les mois d'été, c'est-à-dire du premier mai au premier octobre, durant neuf (9) heures par jour les cinq premiers jours de la semaine de travail, à condition que le total des heures au taux régulier n'exécède pas quarante-huit (48) heures par semaine.

c) Si le système de la double équipe est mis en vigueur, les heures de travail sont réparties selon les besoins de l'entreprise, pourvu que la durée du travail d'une équipe n'exécède pas en aucun cas huit (8) heures par jour.

d) Tout travail supplémentaire doit être payé à raison de salaire et demi jusqu'à minuit et de salaire double de minuit à 7.00 a.m.

e) Les salaires doivent être payés régulièrement et intégralement chaque semaine.

f) *Construction de routes*: La construction de routes ayant un caractère saisonnier, la semaine régulière de travail pour les salariés qui y sont employés est de soixante (60) heures, sans limitation quotidienne de la durée du travail. Les taux pour travail supplémentaire ne sont exigibles que pour le travail exécuté en plus de soixante (60) heures par semaine.

Note: Nonobstant les dispositions du présent décret, la durée du travail demeure soumise à la Loi de la limitation des heures de travail (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 165) et aux arrêtés ministériels pris en exécution de cette loi.

VI. *Jours chômés*: Il n'y a pas de travail les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Toussaint, l'Immaculée-Conception, la Noël, le Vendredi-Saint, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la Fête du Travail. En cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là doit être rémunéré à raison du double du salaire régulier.

VII. Tout travail urgent qui ne peut être exécuté pendant le jour peut être fait en d'autres périodes de la journée, aux taux réguliers du jour pourvu que le Comité paritaire en soit avisé; tel travail demeure cependant sujet à la limite de huit (8) heures par jour.

VIII. Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu entre un employeur et un salarié, ce dernier a droit à la rémunération horaire prévue pour son métier dans le décret.

IX. *Apprentissage*: a) Aucun jeune homme ne peut commencer son apprentissage dans l'industrie de la construction, avant d'avoir seize (16) ans révolus.

b) Dans les cités, villes et municipalités où le certificat de qualification est obligatoire, tous les

V. *Duration of labour*: a) The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday, Friday and Saturday, the whole to constitute a maximum duration of forty-eight (48) hours in one week.

b) However, during summer months, that is from May 1st, to October 1st, it is permitted to work during nine hours by day on the five first days of the week, provided that the sum of working hours at the regular rate shall not exceed forty eight (48) hours a week.

c) If the double-shift system is in force, the working hours shall be distributed according to the needs of the concern, provided that the daily duration of labour of a shift does not exceed, in any case, eight (8) hours.

d) All overtime work shall be paid time and a half until midnight and double time from midnight until 7.00 a.m.

e) Wages shall be paid regularly and entirely, each week.

f) *Road construction*: Road construction being seasonal in nature, the standard work week of the employees employed thereto is one of sixty (60) hours, without daily limitation of the duration of labour. Overtime rates are exigible only for work performed in excess of sixty (60) hours per week.

Note: Notwithstanding the provisions of the present decree, the duration of work remains governed by the Act respecting the Limiting of Working Hours (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 165) and by the Orders-in-Council rendered under its authority.

VI. *Holidays*: There shall be no work on Sundays, New-Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, Good Friday, Saint John the Baptist Day and Labour Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

VII. Any urgent work which cannot be performed during the day, may be done in other periods of the day at the regular rates, provided the Parity Committee be notified; however, such work is subject to the eight (8) hour daily limit.

VIII. No matter what form or nature of individual labour contract entered into between an employer and an employee, the latter is entitled to the hourly remuneration provided for his trade in the decree.

IX. *Apprenticeship*: a) No one may begin his apprenticeship in the construction industry before 16 years of age.

b) In the cities, towns and municipalities where the certificate of competency is obligatory,

apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par le décret doivent s'enregistrer au bureau du Comité paritaire formé en vertu de la Loi de la convention collective, où un carnet de contrôle d'apprentissage leur est remis.

c) Aucun employeur ne peut, dans le territoire déterminé dans le paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti, s'il ne s'est pas préalablement enregistré au Comité paritaire.

d) Si l'employeur dudit apprenti ne peut pas lui procurer du travail continu, celui-ci doit se rapporter au Comité paritaire qui voit si possible à le placer au service d'un autre employeur capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

e) Cet arrangement n'est que temporaire, et ne dure que jusqu'à ce que l'employeur qui a pris à son emploi l'apprenti au début de son apprentissage puisse le reprendre à son emploi.

f) Pour contrôler la durée de l'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, l'employeur doit inscrire dans un carnet la date d'entrée et de sortie de son apprenti. De plus, l'employeur doit inscrire dans le carnet de l'apprenti la date de son entrée et de sa sortie.

g) La durée de l'apprentissage est celle établie par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti.

h) Pour se faire qualifier compagnon, l'apprenti doit produire au bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire, son carnet par lequel il est possible d'établir qu'il a servi la durée de l'apprentissage établie par la coutume du métier auquel il appartient.

i) *Nombre des apprentis:* Pour les fins d'application du décret, le nombre des apprentis doit tre le suivant pour chacun des métiers ci-après:

1. Mécanicien en tuyauterie et électricien un (1) apprenti par compagnon

2. Briqueteur, maçon, plâtrier: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons; toutefois, en aucun temps un entrepreneur ne peut avoir plus de huit (8) apprentis à son emploi.

3. Ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, poseur de tuile, marbre et terrazzo, poli-seur de terrazzo, finisseur de ciment: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

4. Charpentier-menuisier et peintre: un (1) apprenti par cinq (5) compagnons ou fraction de ce nombre.

5. Mécanicien et ajusteur en fer et bronze ornamental: un (1) apprenti par trois (3) compagnons ou fraction de ce nombre.

6. Toutefois, pour établir la relation entre le nombre des apprentis et des compagnons pour chacun des métiers requérant un apprentissage, il ne doit pas être tenu compte des fils de compagnons travaillant comme apprentis dans les différents métiers où l'apprentissage est prévu aux termes du présent décret.

7. Pendant la durée du décret, si le nombre des apprentis permis par le décret devenait insuffisant à satisfaire les besoins de l'industrie de la construction, le Comité paritaire est autorisé à demander au Lieutenant-gouverneur en conseil un amendement au décret aux fins de modifier les relations ci-dessus fixées entre le nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons.

j) *Taux de salaires des apprentis:* Le taux horaire minimum de salaires des apprentis ci-après énumérés est le suivant:

all apprentices plying or desiring to ply the trades governed by the decree shall register with the office of the Parity Committee formed under the Collective Agreement Act, where an apprenticeship booklet is remitted to them.

c) No employer has the right, in the localities determined in the preceding subsection, to engage an apprentice who has not previously been registered at the office of the Parity Committee.

d) If the employer of the said apprentice cannot give him continuous work, the said apprentice shall report to the Parity Committee which will take the necessary steps to have him hired by another employer in a position to give him convenient work.

e) Such action shall be only temporary and will last only until the employer of the apprentice, who hired the apprentice at the beginning of his apprenticeship, is in a position to rehire him.

f) For the purpose of controlling the duration of the apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet the dates of the hiring and leaving of his apprentice. Furthermore, the employer shall note in the booklet of the apprentice the dates of hiring and leaving.

g) The duration of apprenticeship shall be that usually required in the trade concerned.

h) In order to become journeyman, the apprentice shall submit to the Board of Examiners appointed by the Parity Committee his booklet proving that he has kept his apprenticeship according to the rules of his trade.

i) *Number of apprentices:* For the purposes of enforcement of the decree, the number of apprentices shall be the following for each of the trades hereunder mentioned:

1. Pipe mechanic and electrician: one (1) to a journeyman.

2. Bricklayer, mason, plasterer: one (1) apprentice to each five (5) journeymen but a contractor shall never have more than eight (8) apprentices in his employ.

3. Tinsmiths-roofers, asbestos insulation mechanics, tile, marble and terrazzo layers, terrazzo layers, terrazzo polishers, cement finishers, one (1) apprentice to each five (5) journeymen or fraction thereof.

4. Carpenters-joiners and painters: one (1) apprentice to each five (5) journeymen or fraction thereof.

5. Ornamental iron and bronze mechanic and fitter: one (1) apprentice to each three (3) journeymen or fraction thereof.

6. However, when establishing the ratio of apprentices to journeymen in the trades requiring an apprenticeship, the sons of journeymen working as apprentices in the various trades requiring an apprenticeship under the decree shall not be considered.

7. For the duration of the decree, if the number of apprentices allowed by the decree becomes insufficient for the needs of the construction industry, the Parity Committee is authorized to request an amendment of the decree to the Lieutenant-Governor in Council for the purpose of modifying the ratios hereabove established of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

j) *Wage rates of apprentices:* The hourly minimum rates of wages of the apprentices hereafter enumerated shall be as follows:

Métiers — Trades

Salaires horaires — Hourly rates
1^e année 2^e année 3^e année 4^e année
1st year 2nd year 3rd year 4th year

Briqueteur, maçon, plâtrier — Bricklayers, plasterers, mason.	\$0.40	\$0.55	\$0.70	.....
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner.	0.35	0.40	0.50	.....
Peintre — Painter.	0.35	0.40	0.50	.....
Poseur de tuile, marbre, terrazzo et finisseur de ciment — Tile, marble and terrazzo setter, cement finisher.	0.35	0.40	0.50	.....
Mécanicien en tuyauterie, plombier, poseur d'appareil de chauffage et de réfrigération — Plumber and steam-fitter, refrigerator mechanic.	0.35	0.40	0.45	0.50
Mécanicien en isolement d'amiante — Asbestos insulation mechanic.	0.35	0.40	0.50	.....
Electricien — Electrician.	0.35	0.40	0.45	0.50
Ferblantier-couvreur — Tinsmith-roofer.	0.35	0.40	0.45	0.50
Mécanicien en fer et bronze ornemental — Ornamental iron and bronze mechanic.	0.35	0.40	0.45	0.50

X. *Dispositions spéciales:* Les salariés demeurant dans la zone I et exécutant des travaux dans les zones II, III et IV doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone I. Les salariés demeurant dans la zone II et exécutant des travaux dans les zones III et IV, doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone II. Les salariés demeurant dans la zone III et exécutant des travaux dans la zone IV, doivent bénéficier des taux de salaires prévus pour la zone III.

XI. *Frais de transport et de pension:* a) Pour les métiers de mécaniciens en tuyauterie, électriciens, ferblantiers-couvreurs et peintres, les frais de transport plus élevés que les taux réguliers de la compagnie de tramway ou d'autobus de Québec sont à la charge de l'employeur dans les cas de travaux exécutés en-dehors de la cité de Québec.

b) Toutefois, cette clause ne s'applique, pas dans les cas où le salarié doit voyager pour se rendre au siège social de son employeur ou encore pour les travaux à être exécutés à un endroit situé en cours de route de son domicile au siège social de l'employeur.

c) Pour les travaux exécutés dans les endroits éloignés, les frais de transport et de pension sont à la charge de l'employeur. Dans ces cas, si le déplacement du salarié pour se rendre sur les lieux desdits travaux nécessite plusieurs heures, il doit recevoir paiement pour huit (8) heures de travail par chaque vingt-quatre heures de façon à ce que son transport ne lui occasionne pas de perte de temps régulier.

d) L'entrepreneur ou l'employeur qui transporte matin et soir ses salariés n'est pas assujéti aux frais de transport et de pension.

XII. *Salariés permanents:* a) Les salariés permanents préposés à l'entretien des édifices publics, tels que définis à l'article 2 du chapitre 170 des Statuts refondus de Québec 1941, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des salariés permanents payés au mois ou à la semaine, bénéficient des conditions de travail ci-après décrites.

Toutefois, n'est pas considéré comme ouvrage d'entretien, la construction nouvelle, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

b) *Salaires minima:* Les taux de salaires minima sont les suivants:

	Par semaine			Per week	
	Zone I	Zones II, III et IV		Zone I	Zones II, III and IV
Compagnons (ouvriers qualifiés)	\$34.00	\$29.00	Journeymen (skilled workers).	\$34.00	\$29.00
Journaliers (ouvriers non qualifiés)	27.00	25.00	Labourers (common workers).	27.00	25.00

X. *Special provisions:* a) All employees living in zone I and working in zones II, III and IV shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone I. The employees living in zone II and working in zones III and IV shall be remunerated according to the rates of wages provided for zone II. Employees living in zone III and working in zone IV shall benefit by the rates fixed for zone III.

XI. *Travel and board expenses:* a) For the trades of pipe mechanic, electrician, tinsmith-roofer and painter, the travelling expenses exceeding the regular fares of the Quebec tramway and bus company shall be paid by the employer when the operations are carried out outside the city of Quebec.

b) However, this clause does not apply when the employee must travel to reach the place of business of his employer, or when the operations are carried out in a place between his home and the place of business of the employer.

c) For operations carried out in distant places, the travelling and boarding expenses shall be paid by the employer. In such cases, when the travelling of the employee to work requires many hours, he shall receive payment for eight (8) hours of work for each twenty-four hours so that such travelling entails no loss of regular time.

d) The contractor or the employer who takes his employees to work and back is not required to pay the transportation and board expenses.

XII. *Permanent employees:* a) Workmen committed to the maintenance of public buildings, as defined in section 2, ch. 170, R.S.Q., 1941 or of an industrial or commercial establishment, if they are permanent employees and paid by the month or by the week, shall benefit by the following conditions of labour:

However, new constructions or reconstructions of installations of any unit in any building shall not be considered as maintenance work.

b) *Minimum wages:* The minimum wages rates shall be as follows:

c) *Durée du travail.* La durée du travail est de quarante-huit (48) heures par semaine, sans limitation journalière.

d) Si l'employeur fournit dans son établissement gîte et couvert à un tel salarié, il peut déduire de son salaire \$4.00 par pièce par mois dans le premier cas; et \$0.25 par repas dans le second cas.

e) *Congé annuel payé.* Un congé annuel payé d'une durée d'une semaine doit être accordé par l'employeur au salarié permanent qui a été continuellement à son emploi pendant une période d'un an. Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à laquelle le droit à tel congé est acquis. Toutefois, l'employeur peut remplacer par une indemnité compensatrice le congé annuel payé si, en raison de circonstances hors de son contrôle, il ne peut donner ledit congé à son salarié permanent.

f) Toutefois, les salariés permanents préposés à l'entretien des établissements industriels ne sont pas assujettis au présent décret, pourvu qu'ils soient régis par une convention collective particulière ou par un autre décret déterminant leurs taux minima de salaires et autres conditions de travail.

XIII. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XIV. *Amendements:* Les parties à la convention rendue obligatoire par le présent décret, doivent soumettre au cours du mois de novembre, chaque année, les amendements qu'elles désirent négocier en vue de son renouvellement.

Les négociations se poursuivent durant les mois de novembre et décembre chaque année.

Si à la fin de décembre, les négociations sont infructueuses, les parties s'engagent à soumettre le différend à l'arbitrage suivant les dispositions de la Loi des Différends ouvriers de Québec. La décision arbitrale est finale et lie les parties de la même manière qu'une sentence rendue en vertu de la Loi des Différends entre les Services Publics et leurs salariés. Cette décision arbitrale doit être transmise au Ministre du Travail par le Comité paritaire, comme une requête en amendement du décret de la construction, et ledit décret peut être alors amendé, conformément aux exigences de la Loi de la convention collective.

XV. Le présent décret abroge le décret numéro 1653 du 28 juin 1941 et tous ses amendements.

XVI. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 avril 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 30 avril de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

c) *Duration of labour:* The duration of labour consists of forty-eight (48) hours per week without daily limitation.

d) When the employer lodges and boards his employees in his establishment, he may deduct from their wages \$4.00 per room per month and \$0.25 per meal.

e) *Annual vacation with pay:* An annual vacation with pay of one week shall be given by the employer to the permanent employee who has been continuously in his employ for a period of one year. Every vacation shall be given in the twelve months following the date on which the right to such vacation has been acquired. However, the employer may replace such annual vacation with pay by a compensating bonus when on account of circumstances beyond his control he cannot give the said vacation to his permanent employee.

f) However, the permanent employees, committed to the maintenance of industrial establishments are not governed by the present decree so long as they are governed by a private collective agreement or by another decree determining their minimum wage rates and other working conditions.

XIII. Upon the ratification of the present agreement, the existing parity committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree remains in office and administers the present decree until the formation of a new committee. Such new committee succeeds the former committee and is vested with all the assets and rights of the said committee; it also assumes all the liabilities of the former committee under the previous decree.

XIV. *Amendments:* The parties to the agreement rendered obligatory by the present decree shall submit, in the month of November of each year, the amendments which they desire to negotiate before the renewal of the decree.

Negotiations shall be carried on during the months of November and December of each year.

If, by the end of December, the negotiations are unsuccessful, the parties agree to submit the dispute to arbitration according to the provisions of the Quebec Trade Disputes Act. The arbitral decision shall be final and binding upon the parties in the same manner as one rendered under the Public Services Employees Disputes Act. Such arbitral decision shall be transmitted to the Minister of Labour by the Parity Committee as a request for amendment of the decree relating to the construction industry, and the said decree will be amended in conformity with the requirements of the Collective Agreement Act.

XV. The present decree abrogates the decree number 1653 of June 28, 1941, and all its amendments.

XVI. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until the 30th of April 1948. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary within a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30), before April 30 of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, province de Québec, district de St. Hyacinthe, cour supérieure, N° 5692. Renée Claire Brodeur, épouse commune en biens de Clovis Tétrault, cultivateur, de la paroisse de Saint-Césaire, district de Saint-Hyacinthe, demanderesse vs Ledit Clovis Tétrault, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été prise contre le défendeur en cette cause.

Les Avocats de la demanderesse,
20431-o NADEAU & NADEAU.

Canada, province of Quebec, district of St Hyacinthe, superior Court, No. 5692. Renée Claire Brodeur, wife common as to property of Clovis Tétrault, farmer, of the parish of St. Césaire, district of St. Hyacinthe, plaintiff vs The said Clovis Tétrault, of the aforesaid place, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case.

NADEAU & NADEAU,
20431-o Attorneys for the plaintiff.

Chartes — Abandons de

Charters — Surrenders of

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "L'Aqueduc de Charney, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-trois mai 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Aqueduc de Charney, Limitée", incorporated by letters patent dated the twenty-third day of May, 1927.

Notice is also hereby given that from and after the eight day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Les Habitations Manrèse Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du seize avril 1923.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Les Habitations Manrèse Limitée", incorporated by letters patent dated the sixteenth day of April, 1923.

Notice is also hereby given that from and after the eight day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Marval Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du quatre janvier 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce dix-sept octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Marval Limitée", incorporated by letters patent dated the fourth day of January, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the eight day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec, 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Poissant Trois-Rivières Limitée", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 août 1945.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276 R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Poissant Trois-Rivières Limitée", incorporated by letters patent, dated the fourth day of August, 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, le 16 octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Notice is also hereby given that from and after the eight day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, Statuts Refondus de Québec 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Villeray Construction Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du six septembre 1932.

Avis est de plus donné qu'à compter du huit octobre 1947, ladite compagnie a été dissoute.

Daté au bureau du Procureur général, ce seize octobre 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

20440-o

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Villeray Construction Limited", incorporated by letters patent, dated the sixth day of September, 1932.

Notice is also hereby given that from and after the eight day of October, 1947, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of October, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

20440

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Cascade Hotel Co. Limited", corps politique et incorporé, ayant son siège social à Métis Beach, district de Rimouski, province de Québec, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 11 juin mil neuf cent quarante, demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 20 octobre 1947.

Le Procureur,
E. K. STEVENSON.

20448

Notice is hereby given that "Cascade Hotel Co. Limited", a body politic and corporate, having its head office in Metis Beach, district of Rimouski, province of Quebec, incorporated by letters patent of the Province of Quebec, on the eleventh day of June, Nineteen hundred and forty, will apply for leave to surrender its Charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies Act.

Montréal, 20th October, 1947.

E. K. STEVENSON,
Attorney.

20448-o

CHALEUR BAY POWER LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Chaleur Bay Power Limited" fera application au procureur général ou à l'assistant-procureur général et au ministre des affaires municipales, de l'industrie et du commerce pour l'acceptation de l'abandon de sa charte à partir d'une date à être fixée par eux.

Daté aux Trois-Rivières, Qué., ce 20ème jour d'octobre 1947.

Le Secrétaire-trésorier et liquidateur,
L. O. BARIBEAULT.

20476-o

CHALEUR BAY POWER LIMITED

Notice is hereby given that the company "Chaleur Bay Power Limited", will apply to the Attorney General or the Deputy Attorney General and Minister of Municipal Affairs, Trade and Commerce, for leave to surrender its charter from a date to be fixed by them.

Dated at Trois-Rivières, Que., this 20th day of October, 1947.

L. O. BARIBEAULT,
Secretary-Treasurer and Liquidator.

20476

Commission du Salaire Minimum

Minimum Wage Commission

AVIS

NOTICE

La Commission du salaire minimum, avant de présenter à la considération du cabinet l'ordonnance d'amendement dont le texte suit, recevra jusqu'au 10 novembre 1947, à son siège social, 286 rue Saint-Joseph, Québec, toutes objections à cette ordonnance.

Québec, le 22 octobre 1947.

Before submitting the following Ordinance of amendment for the approval of the Lieutenant-Governor in Council, the Minimum Wage Commission will receive until the 10th of November 1947, at its head office, 286 St. Joseph Street, Quebec, any objection to the present Ordinance.

Québec, October 22, 1947.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

MINIMUM WAGE COMMISSION

Ordonnance N° 4, 1942

Ordinance No. 4, 1942

Ordonnance d'amendement

Ordinance of amendment

La Commission du salaire minimum, en exécution de la Loi du salaire minimum (S.R.Q., 1941, c. 164 et amendements),

Ordonne et décrète par la présente ordonnance d'amendement, ce qui suit:

The Minimum Wage Commission, under the Minimum Wage Act (R.S.Q., 1941, c. 164 and amendments),

Orders and decrees by the present Ordinance of amendment, the following:

1° *Ordonnance no 4, 1942, modifiée*: L'ordonnance N° 4, 1942, de la Commission du salaire minimum, étant une ordonnance générale, adoptée le 17 février 1942, et amendée le 21 mars 1942, approuvée telle qu'amendée par le Lieutenant-gouverneur en conseil le 2 avril 1942 par arrêté portant le numéro 805, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, le 11 avril 1942, et postérieurement modifiée, est de nouveau modifiée comme suit:

L'article 35 de la dite ordonnance, modifié par ordonnance du 6 septembre 1942 et remplacé par ordonnance du 25 février 1947, est remplacé par les suivants:

35. *Pompiers et policiers des zones III et IV*: La semaine normale de travail des pompiers et des policiers à l'emploi des corporations municipales dans les zones III et IV, est de soixante-douze (72) heures; ces salariés ont droit chaque semaine, à un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives.

35a. *Pompiers et policiers des zones I et II*: Pour les pompiers et les policiers à l'emploi des corporations municipales dans les zones I et II, les conditions de travail ci-après doivent être observées, savoir:

a) les heures régulières de travail des-dits salariés sont en moyenne de soixante-douze (72) heures par semaine et ne peuvent pour chaque période de deux semaines consécutives, excéder cent quarante-quatre (144) heures;

b) sauf en cas d'extrême urgence, les dites corporations ne peuvent faire travailler les dits salariés durant chaque telle période de deux semaines consécutives, plus de cent quarante-quatre (144) heures;

c) les dits salariés pour leur travail fait durant chaque telle période de deux semaines consécutives, en plus de cent quarante-quatre (144) heures, ont droit à un taux non inférieur à un dollar (\$1) l'heure en sus et distinctement du salaire même supérieur à celui établi par les ordonnances de la Commission, à eux payable pour leurs heures régulières de travail;

d) les dits salariés ont droit chaque semaine, à un repos hebdomadaire de vingt-quatre (24) heures consécutives.

Est expressément interdite toute convention à l'effet de priver les dits salariés des avantages résultant du présent article et d'établir des conditions moins avantageuses que chacune de celles ci-haut mentionnées.

Les articles 60, 61 et 62 ne s'appliquent pas aux dits salariés.

Toute corporation municipale doit établir un plan déterminant les périodes de deux semaines consécutives durant lesquelles les dits salariés peuvent être appelés à travailler cent quarante-quatre (144) heures.

La période de travail prévue à l'article 55 désigne une des dites périodes de deux semaines consécutives.

2° *Entrée en vigueur*: La présente ordonnance d'amendement entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Fait et passé en la cité de Québec, ce dixième jour du mois d'octobre mil neuf cent quarante-sept.

Le Président, (Signé) F.-X. LACOURSIÈRE,
Le Vice-président, " CANDIDE ROCHEFORT,
Les Commissaires, " THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN.

(Seau)
Copie conforme Le Secrétaire général,
20472-0 J.-E. SIMARD.

1. *Ordinance No. 4, 1942, amended*: Ordinance No. 4, 1942, of the Minimum Wage Commission, being a general ordinance, adopted on the 17th of February, 1942, and amended on the 21st of March, 1942, approved as amended by the Lieutenant-Governor in Council on the 2nd of April 1942 by Order in Council No. 805, published in the *Quebec Official Gazette* on the 11th of April 1942, and subsequently amended, is again amended as follows:

Section 35 of the said Ordinance, amended by an ordinance of September 6, 1942, and replaced by an ordinance of February 25, 1947, is replaced by the following:

"35. *Firemen and Policemen of zones III and IV*: The regular workweek of firemen and policemen working for municipal corporations of zones III and IV shall consist of seventy-two (72) hours; such employees are entitled, each week, to a weekly rest of twenty-four (24) consecutive hours' duration.

35a. *Firemen and Policemen of zones I and II*: For firemen and policemen working for municipal corporations in zones I and II, the following working conditions must be observed, to wit:

a) the regular hours of work of the said employees shall, on an average, consist of seventy-two (72) hours a week, and, for each period of two consecutive weeks, shall not exceed one hundred and forty-four (144) hours;

b) except in case of extreme emergency, the said corporations shall not have the said employees work more than one hundred and forty-four (144) hours during each such period of two consecutive weeks;

c) the said employees, for their work performed over and above one hundred and forty-four (144) hours, during each such period of two consecutive weeks, are entitled to a rate of wages of not less than one dollar per hour in addition to and apart from the wages payable to them for their regular hours of work, even if their regular wages are higher than those established by the ordinances of the Commission;

d) the said employees are entitled, each week, to a weekly rest of twenty-four consecutive hours' duration.

It is strictly forbidden, any agreement to the effect of depriving the said employees of the advantages resulting from the present section or to the effect of establishing working conditions less advantageous than any of those mentioned above.

Sections 60, 61 and 62 shall not apply to the said employees.

Every municipal corporation must establish a plan fixing the periods of two consecutive weeks during which the said employees may be called on to work one hundred and forty-four (144) hours.

The period of work provided for in section 55 shall designate one of the said periods of two consecutive weeks.

2. *Coming into force*: The present Ordinance of amendment shall come into force on the day of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Signed and dated in the city of Québec, this tenth day of the month of October in the year one thousand nine hundred and forty-seven.

(Signed) F. X. LACOURSIÈRE, President,
" CANDIDE ROCHEFORT, Vice-President,
" THOS. AUBRY,
" EUGÈNE DUSSAULT,
" H. C. LEBRUN, Members.

(Seal)
True copy J. E. SIMARD,
20472-0 General Secretary.

Département de l'Instruction publique

Department of Education

N° 591-47

Québec, le 9 octobre 1947.

Demande est faite, de détacher de la municipalité scolaire de Saint-André, paroisse, dans le comté d'Argenteuil, les lots 762 et 763 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-André, et les annexés à celle du village de Saint-André, dans le même comté.

Le Surintendant de l'Instruction Publique,
20421-42-2-o J.-P. LABARRE.

No. 591-47

Quebec, October 9, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of Saint-André, Parish, in the county of Argenteuil, lots 762 and 763 of the official cadastre for the parish of Saint-André, and to annex them to that of the village of Saint-André, in the same county.

J.-P. LABARRE,
20421-42-2 Superintendent of Education.

M° 1019-47.

Québec, le 17 octobre, 1947.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Compton, dans le comté de Compton, le lot 17-A, du rang 7 et le lot 17-C du même rang et du même canton, appartenant à Monsieur Rolland Couture, et de les annexer à la municipalité scolaire du canton de Compton, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20441-43-2-o J.-P. LABARRE.

No. 1019-47.

Quebec, October 17, 1947.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Compton, in the county of Compton, lot 17-A of range 7 and lot 17-C of the same range and same town; ip, belonging to Mr. Rolland Couture, and to annex them to the school municipality of the township of Compton, same county.

J. P. LABARRE,
20441-43-2 Superintendent of Education.

N° 573-47.

Québec, le 17 octobre, 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Valcourt", dans le comté de Stefford, le territoire ci-dessous décrit qui sera détaché de la municipalité scolaire d'Ely-Sud.

Les lots du cadastre officiel d'Ely-Sud:
363 à 350 inclusivement; 349, 349 sub. 1, 348, 348 sub. 1, 348 sub. 2m 348 sub. 3, 348 sub. 4, 347, 346, 346 sub. 1, 346 sub. 2, 345 à 331 inclusivement, 330, 330 sub. 1, 329, 329 sub. 1, 329 sub. 2, 329 sub. 3, 328, 328 sub. 1, 327, 326, 325, 325 sub. 1, 324, 323, 322, 322 sub. 1, 321, 321 sub. 1, 321 sub. 2, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 302 du rang 4 du canton Ely;

477 à 469 inclusivement, 469 sub. 1, 468, 467, 467 sub. 1, 467 sub. 2, 466 à 463 inclusivement, 463 sub. 1, 463 sub. 2, 463 sub. 3, 462, 461 sub. 1, 461 sub. 2, 460 sub. 1, 460 sub. 2, 460 sub. 3, 459, 458 sub. 1, 458 sub. 2, 457 sub. 1, 457 sub. 2, 456 sub. 1, 456 sub. 2, 455 à 448 inclusivement, 448 sub. 1, 448 sub. 2, 448 sub. 3, 447, 446, 442, 440, 439, 438, 437.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20442-43-2-o J.-P. LABARRE.

No. 573-47.

Quebec, October 17, 1947

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Valcourt", in the county of Stefford, the territory hereimbelow described to be detached from the school municipality of South-Ely.

Lots of the official cadastre of South-Ely:
363 to 350 inclusively; 349, 349 sub. 1, 348, 348 sub. 1, 348 sub. 2, 348 sub. 3, 348 sub. 4, 347, 346, 346 sub. 1, 346 sub. 2, 345 to 331 inclusively, 330, 330 sub. 1, 329, 329 sub. 1, 329 sub. 2, 329 sub. 3, 328, 328 sub. 1, 327, 326, 325, 325 sub. 1, 324, 323, 322, 322 sub. 1, 321, 321 sub. 1, 321 sub. 2, 320, 319, 318, 317, 316, 315, 302 of range 4 of the township Ely;

477 to 469 inclusively, 469 sub 1, 468, 467, 467 sub. 1, 467 sub. 2, 466 to 463 inclusively, 463 sub. 1, 463 sub. 2, 463 sub. 3, 462, 461 sub. 1, 461 sub. 2, 460 sub. 1, 460 sub. 2, 460 sub. 3, 459, 458 sub. 1, 458 sub. 2, 457 sub. 1, 457 sub. 2, 456 sub. 1, 456 sub. 2, 455 to 448 inclusively, 448 sub. 1, 448 sub. 2, 448 sub. 3, 447, 446, 442, 440, 439, 438, 437.

J. P. LABARRE,
20442-43-2 Superintendent of Education.

N° 645-47

Québec, le 21 octobre, 1947.

Demande est faite d'annexer les lots suivants qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire, pour les protestants seulement; les lots 8 à 28 inclusivement des rangs 3 et 4 du canton de New-Port, à la municipalité scolaire de Island Brook, dans le comté de Compton.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20451-43-2-o J.-P. LABARRE.

No. 645-47.

Quebec, October 21, 1947.

Application is made to annex the following lots, which have not as yet been organized as regards schools, for Protetants only: lots 8 to 28 inclusively of ranges 3 and 4 of the township of New-Port, to the school municipality of Island Brook, in the county of Compton.

J. P. LABARRE,
20451-43-2 Superintendent of Education.

N° 803-47.

Québec, le 22 octobre, 1947

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saint-Grégoire de Greenlay, dans le comté de Richmond, le territoire dudit village tel qu'érigé par proclamation officielle en date du 28 septembre, 1946, publié

No. 803-47.

Quebec, October 22, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality, under the name of "Saint-Grégoire de Greenlay", in the county of Richmond, the territory of said village as erected by official proclamation under date the 28th of Sep-

dans la *Gazette officielle de Québec*, du 19 octobre à la page 2844. Ce territoire sera détaché de la municipalité scolaire de Saint-François-Xavier de Brompton, même comté.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20452-43-2-0 J.-P. LABARRE.

N° 852-45.

Québec, le 22 octobre, 1947.

Demande est faite d'ériger en municipalité scolaire distincte, sous le nom de Saints-Martyrs-Canadiens, dans le comté d'Abitibi-Est, le territoire suivant, savoir: le 44 à la Rivière Harricana, des rangs I à IV inclusivement, du canton de Bearn, qui ne sont pas encore organisés au point de vue scolaire. Le lot 30 à la Rivière Harricana, des rangs V et VI, du même canton, et seront détachés de la municipalité scolaire de Saint-Dominique du Rosaire.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20453-43-2-0 J. P. LABARRE.

tember 1946, published in the *Quebec Official Gazette* of October 19, on page 2844. This territory to be detached from the school municipality Saint-François-Xavier de Brompton, same county.

20452-43-2 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

No. 852-45.

Quebec, October 22, 1947.

Application is made to erect into a separate school municipality under the name of "Saints-Martyrs-Canadiens", in the county of Abitibi-East, the following territory, to wit: from No. 44 to the Harricana River, of ranges I to IV inclusively, of the township Bearn; which have not as yet been organized as regards schools. Lot 30 to the Harricana River, of ranges V and VI, of the same township, which are to be detached from the school municipality of Saint-Dominique du Rosaire.

20453-43-2 J. P. LABARRE,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de St-Roch Nord Quartier Limoilou, cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St. Roch North Limoilou Ward, city of Quebec, registration division of Québec.

Avis est, par la présente donné que les lots 585-72, 587-26, 587-27, 587-29 à 587-34 et 587-36 sont annulés conformément aux dispositions de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 585-72, 587-26, 587-27, 587-29 to 587-34 and 587-36 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Québec, le 16 octobre 1947.

Quebec, October the 16th, 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy-Minister.

20462-0

20462-0

Département du travail

Department of Labour

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENT

NOTICE OF APPROVAL OF A BY-LAW

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que le règlement d'amendement, dont le texte suit, adopté par le Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1686 du 15 octobre 1947 (section "B"); et ajouté à la constitution et aux règlements dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1114 du 9 juillet 1947 (section "A").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), that the amending by-law the text of which follows, adopted by the Building Trades Joint Committee for Hull District, has been approved by Order-in-Council number 1686 of October 15, 1947 (part "D") and added to the constitution and by-laws of the said parity committee already approved by Order-in-Council number 1114 of July 9, 1947 (part "A").

"Article 24A. Les présents règlements valident les certificats de qualification émis par le Comité paritaire avant le 1er juin 1947, et dont la désignation du métier est soit "menuisier", soit "charpentier". Les détenteurs desdits certificats ont les mêmes droits et privilèges que les détenteurs de certificats de qualification émis pour le métier de "charpentier-menuisier".

"Article 24A: The present by-laws validate the certificates of competency issued by the Parity Committee before June 1, 1947, and whose designation of the trade is either "joiner" or "carpenter". The holders of such certificates have the same rights and privileges as the holders of certificates of competency issued for the trade of "carpenter-joiner".

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1947.

Department of Labour,
Quebec, October 25, 1947.

20464-0

20464-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des amendements suivants au décret numéro 1658 du 19 avril 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, Saint-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières:

Les taux de salaires minima des deux catégories de salariés ci-après mentionnées, établis dans la cédule des salaires apparaissant dans l'article III du décret, sont remplacés par les suivants:

	Zones	
	I	II
"Charpentier-menuisier — compagnon senior	\$0.90	\$0.80
Électricien — compagnon senior	0.90	0.80"

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite proposition.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1947. 20466-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments of the decree number 1658 of April 19, 1940, and amendments, relating to the construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette Champlain and Trois-Rivières:

The minimum wages of the two categories of employees hereafter mentioned, established in the scale of wages contained in section III of the decree, are replaced by the following ones:

	Zones	
	I	II
"Carpenter-joiner — senior journeyman	\$0.90	\$0.80
Electrician — senior journeyman	0.90	0.80

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 25, 1947. 20466-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux employés municipaux de la ville de Jonquière, rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 16 janvier 1947, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret.

On demande que l'article IV soit remplacé par le suivant:

"IV. *Taux de salaires:* Les taux minima de salaires établis dans la cédule suivante doivent être payés aux employés de la Corporation Municipale de la ville de Jonquière. Toutefois les salaires actuellement payés, s'ils sont supérieurs à ceux ci-après énumérés, demeurent les salaires égaux:

	Par semaine
Bureaux:	
Comptable, teneur de livres	\$44.00
Percepteur:	
première année	40.00
deuxième année	44.00
Préposé à la lecture des compteurs:	
première année	37.00
deuxième année	40.00
troisième année	44.00
Commis, sténographes, dactylographe au Bureau du trésorier	35.00
Bureaux des services municipaux:	
Commis au Bureau des Services	45.00
Voirie:	
Assistant-contremaître	45.00
	L'heure
Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "A"	0.80
Chauffeur de camion avec chasse-neige, grade "B"	0.75

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the municipal employees of the town of Jonquière, rendered obligatory by the decree number 98 of January 16, 1947, have submitted to him a request to amend the said decree.

It is requested that section IV be replaced by the following one:

"IV. *Wage rates:* The minimum wage rates established in the following schedule shall be paid to the employees of the Municipal Corporation of the Town of Jonquière. However, the wages actually paid which are higher than those hereafter enumerated shall remain the legal wages:

	Per week
Offices:	
Accountant, book-keeper	\$44.00
Collector:	
First year	40.00
Second year	44.00
Meter reader:	
First year	37.00
Second year	40.00
Third year	44.00
Clerk Stenographer, typist in the Treasurer's Office	35.00
Offices of the Municipal Services:	
Clerk in the Services Office	45.00
Roads:	
Assistant-foreman	45.00
	Per hour
Snow-plough driver, Grade "A"	0.80
Snow-plough driver, Grade "B"	0.75

Chauffeur de camion avec souffleur, grade "A".....	0.80	Truck driver — Rotary snow-plough, Grade "A".....	0.80
Chauffeur de camion avec arrosoir, grade "A".....	0.80	Watering truck driver, Grade "A".....	0.80
Chauffeur de camion de services, grade "C".....	0.70	Services truck driver, Grade "C".....	0.70
Préposé au souffleur.....	0.75	Snowplow operator.....	0.75
Préposé au malaxeur.....	0.75	Mixer operator.....	0.75
Préposé au "Bulldozer" (pour trottoirs).....	0.75	Bulldozer operator (for sidewalks).....	0.75
Finisseur de béton (y compris jointeurs, maçonnerie en général).....	0.70	Concrete finishers: (including joint pointers, general masonry).....	0.70
Charpentier-menuisier (pour coffrage et ouvrage général).....	0.70	Carpenter-joiner: (for frame-work and general work).....	0.70
Journalier permanent.....	0.65	Permanent labourer.....	0.65
Journalier supplémentaire.....	0.55	Occasional labourer.....	0.55

Remarque: Les conducteurs de chevaux à attelage simple ou double sont payés au même salaire que les journaliers cependant s'ils fournissent un cheval, ils ont droit à \$0.25 de plus par heure, pour ce cheval.

Proviso: Horse or team drivers are paid the rate of labourers. Those supplying a horse shall receive \$0.25 more per hour.

Aqueduc et égouts:

Aqueduct and sewers:

Assistant-contremaître.....	0.85	Assistant-foreman.....	0.85
Préposé aux pompes.....	37.00	Pump operator.....	37.00
Préposé aux compresseurs.....	0.75	Compressor operator.....	0.75
Préposé aux marteaux à air.....	0.75	Jackhammer operator.....	0.75
Préposé aux explosifs.....	0.70	Explosive attendant.....	0.70
Aide-plombier:		Plumbers' helper:	
Finisseur de joints de plomb.....	0.70	Lead joint finishers.....	0.70
Poseur de tuyau d'égouts.....	0.70	Sewer pipe layer.....	0.70
Preneur de prise d'eau.....	0.70	Water connection maker.....	0.70
Vérificateur de bornes-fontaines.....	0.70	Street-fountain inspector.....	0.70
Journaliers permanents.....	0.65	Permanent labourer.....	0.65
Journaliers supplémentaires.....	0.55	Occasional labourer.....	0.55
<i>Electricité:</i>		<i>Electricity:</i>	
Assistant-contremaître.....	55.00	Assistant-foreman.....	55.00
Premier électricien.....	0.95	Chief electrician.....	0.95
Électricien.....	0.90	Electrician.....	0.90
Aide-électricien.....	0.65	Electricians' helper.....	0.65
Préposé au réservoir (écluse).....	32.80	Reservoir (dam) operator.....	32.80
Préposé au dynamo.....	38.00	Dynamo operator.....	38.00
Concierge.....	30.00	Janitor.....	30.00

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1947. 20465-0

Department of Labour,
Quebec, October 25, 1947. 20465-0

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux, dont le texte suit, adoptés par le Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est, établi en exécution du décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1686 du 15 octobre 1947 (section "A") et ajoutés à la constitution et aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1659 du 8 octobre 1947 (section "A").

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), that the following special by-laws, adopted by the Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District, formed under decree number 1519 of September 18, 1947, have been approved by Order in Council number 1686 of October 15, 1947 (part "A") and added to the constitution and general by-laws of the said Parity Committee, already approved by Order in Council number 1659 of October 8, 1947 (part "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux ont été déclarées obligatoires:

"Article 22: *Certificat de qualification*: Conformément à l'article 25 de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), le Comité paritaire décide que le certificat de qualification est obligatoire pour tout salarié assujéti au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, dans les cités, villes et municipalités suivantes: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Sweetsburg, Coaticook, Mégantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummondville, Windsor, East-Angus, Bedford, Cookshire, Stanstead, Scotstown, Disraéli et dans tout le territoire avoisinant celles-ci dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites ainsi que Warwick et Princeville et le territoire compris dans un rayon de deux (2) milles de leurs limites.

Les présents règlements valident les certificats de qualification dont l'émission a été faite par des organisation ouvrières reconnues comme "bona fide" par l'honorable ministre du Travail, pourvu que telle émission ait eu lieu avant le 18 mars 1938, date de la sanction de la Loi 2, George VI, chapitre 52."

"Article 24: *Registres*: Conformément au paragraphe "g" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel assujéti au décret numéro 1519 du 18 septembre 1947 à tenir un registre constamment à date où sont indiqués les noms, prénoms et adresses de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail par jour de chaque salarié, le taux horaire de salaire payé à chaque salarié avec mention du mode et de l'époque de paiement dudit salaire."

"Article 25 *Rapport mensuel*: Conformément au paragraphe "h" de l'article 20 de la Loi, le Comité paritaire oblige tout employeur professionnel régi par le décret numéro 1519 du 18 septembre 1947, à lui transmettre, à son siège social, un rapport mensuel par écrit, signé par lui-même ou par une personne responsable à son emploi, sur lequel doivent être indiqués les noms, prénoms et adresse de chaque salarié à son emploi, sa qualification, le nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires effectuées chaque semaine, la nature de ce travail et le salaire payé. Ledit rapport doit être transmis au comité paritaire le ou avant le 15 de chaque mois, sans mise en demeure au préalable, et doit couvrir le mois de calendrier précédent. L'employeur professionnel peut obtenir du comité paritaire les formules nécessaires pour la préparation dudit rapport."

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 25 octobre 1947. 20463-0

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws have been rendered obligatory:

"Article 22 *Certificate of competency*: Pursuant to section 25 of the Collective Agreement Act (R. S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Parity Committee decides to render obligatory the certificate of competency for every employee governed by the decree number 1519 of September 18, 1947, in the following cities, towns and municipalities: Sherbrooke, Lennoxville, Magog, Granby, Farnham, Waterloo, Cowansville, Sweetsburg, Coaticook, Megantic, Richmond, Asbestos, Danville, Victoriaville, Drummondville, Windsor, East-Angus, Bedford, Cookshire, Stanstead, Scotstown, Disraéli and in the territory adjoining these localities in a radius of five (5) miles from their limits, as well as Warwick and Princeville and the territory comprised in a radius of two (2) miles from their limits.

The present by-laws validate the certificates of competency whose issue has been made by labour unions known as "bona fide" by the Honourable Minister of Labour, provided such issue has taken place before March 18, 1938, date of sanction of the Act 2, George VI, Chapter 52."

"Article 24 *Register*: Pursuant to subsection "g" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 1519 of September 18, 1947, to keep a register up to date showing the name in full and address of all employees in his employ, their competency, the number of hours worked each day by every employee, the hourly rate of pay of every employee with mention of the mode and period of payment of the wages."

"Article 25 *Monthly report*: Pursuant to subsection "h" of section 20 of the Act, the Parity Committee requires every professional employer governed by the decree number 1519 of September 18, 1947, to transmit to it, at its corporate seat, a monthly report in writing, signed by himself or by an authorized person in his employ, on which shall be mentioned the name in full and address of all employees in his employ their competency, the number of regular and overtime hours worked each week, the nature of such work and the wages paid. The said report shall be forwarded to the Parity Committee on or before the 15th day of each month without previous notification, and shall cover the preceding calendar month. The professional employer will obtain from the Parity Committee the forms required for making the report.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, October 25, 1947. 20463-0

Examens du Barreau — Bar Examinations

BARREAU D'ARTHABASKA — BAR OF ARTHABASKA

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1947 — Examinations of November, 1947

Nom Name	Prénom Surname	Résidence Residence	Age	Collège College
Pinard	Bernard	Drummondville . .	24	Université d'Ottawa.

Victoriaville, le 20 octobre 1947 — Victoriaville, October 20, 1947.

Le Secrétaire du Barreau d'Arthabaska,
LAURENT TROTTIER,
Secretary of the Bar of Arthabaska.

BARREAU DE MONTREAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

(Automne 1947) — (Fall 1947)

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Beetz	Jean	20	Ville St-Laurent	Collège St-Laurent.
Boyer	J.-M.	29	Montréal	Université McGill.
Brissette	Damase	21	Longueuil	Collège de Montréal.
Choquette	Gilbert	17	Montréal	Collège Stanislas.
Claxton	John	20	Montréal	Université McGill.
Cousineau	Roma	28	Montréal	Université de Montréal.
Crystal	Jack	23	Montréal	Université McGill.
Daoust	Raymond	24	Montréal	Ec. Normale Jacques-Cartier.
Deschênes	B.-M.	21	Montréal	Collège Mont St-Louis.
Desjardins	Pierre	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
Desjarlais	Bernard	30	Montréal	Université d'Ottawa.
Elie	P.-P.	20	Montréal	Université de Montréal.
Garmaise	Arthur	20	Montréal	Université McGill.
Gigot	Nancy R.	25	Montréal	Université McGill.
McGill	Robert M.	21	Montréal	Université McGill.
Goulet	Jean	24	Montréal	Université de Montréal.
Guilbault	J.-P.	29	Montréal	Collège Ste-Marie.
Hébert	L.-G.	20	Montréal	Université de Montréal.
Hugessen	A. H. K.	24	Montréal	Université McGill.
Laing	J. Campbell	22	Montréal	Université McGill.
Laprade	Lionel	29	Montréal	Ext. Class. Ste-Croix.
Lightstone	Jack	24	Montréal	Un. of British Columbia.
Limoges	André	23	Montréal	Collège Ste-Marie.
Long	G. H.	29	Montréal	Université McGill.
Mayer	André	21	Montréal	Collège Ste-Marie.
Prévost	Adolphe	20	Montréal	Collège André-Grasset.
Ringuet	Luce	21	Montréal	Collège Jésus-Marie.
St-Pierre	Léo-A.	25	Montréal	Université McGill.
Saunders	F. E.	22	Montréal	Université McGill.
Talbot	René	22	Montréal	Collège Loyola.
Tétrault	J. W.	22	Montréal	Université de Montréal.
Thomas	W. D.	21	Montréal	Université McGill.
Tremblay	Léda	31	Montréal	Université de Montréal.
Wilson	K. H.	22	Montréal	University of Bishop's College.

Montréal, le 21 octobre 1947 — Montreal, October 21, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Montréal,
LAWRENCE G. MCDUGALL,
Secretary of the Bar of Montreal.

20456-43-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUÉBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1947 — Examinations of November, 1947

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Thivierge	Marcel	22	Québec	Collège de Lévis Collège des Jésuites.

Québec, le 21 octobre 1947 — Quebec, October 21st, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Bar of Québec.

20457-43-2-o

BARREAU DES TROIS-RIVIERES — BAR OF TROIS-RIVIERES

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Examens de novembre 1947 — Examinations of November, 1947

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Baillargeon	Claude	23	St-Adelphé	Séminaire des Trois-Rivières, Externat St-Jean-Eudes, Québec.
Bélangier	Gilles	20	Trois-Rivières	Séminaire de Valleyfield.

Trois-Rivières, le 17 octobre 1947 — Trois-Rivières, October 17, 1947.

Le Secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
PAUL-E. BUISSON,
Secretary of the Bar of Trois-Rivières.

20458-43-2-o

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Gravel	Louis	21	Québec	Séminaire de Québec Collège Loyola
L'Heureux	Jacques	21	Québec	Séminaire de Québec Ecole Michaud
Anderson	Ernest	22	Québec	A Charlesbourg, chez les Pères Saint-Vincent de Paul. Séminaire de Québec.
Letellier	Just	21	Québec	Collège St-Charles Garnier.
Royer	Joseph-Yves	23	Québec	Séminaire de Québec. St-Pat's High School.
Guay	Paul-Fernand	26	Québec	Ecole Michaud. Collège de Lévis et École Prof. J.-B. Michaud.

Québec, le 10 octobre 1947 — Quebec, October 10th, 1947.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAudeau,
Secretary of the Quebec Bar.

20422-42-2-o

Greffes de notaires

Notarial Records

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 15 octobre 1947, d'accorder à monsieur Paul Harold Moisan, notaire, demeurant et pratiquant à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Walter A. Moisan, notaire, décédé, qui pratiquait à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska, et de ceux dont il était cessionnaire, savoir: Mes P. E. Robillard, P. I. Contant, et partie du greffe de J. E. Girouard (1881-1897).

Québec, 20 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated October 15, 1947, to grant to Mr. Paul Harold Moisan, notary, residing and practising at Drummondville, judicial district of Arthabaska, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Walter A. Moisan, deceased notary, who practised at Drummondville, judicial district of Arthabaska, and those whereof he was assignee, namely: Messrs. P. E. Robillard, P. I. Contant, and part of the records of J. E. Girouard (1881-1897).

Quebec, October 20, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, par arrêté ministériel en date du 15^e octobre 1947, d'accorder à monsieur Oscar Archambault, notaire, demeurant et pratiquant à Montréal, district judiciaire de Montréal, la transmission des minutes, répertoire et index de Me Benoit Bissonnette, notaire, décédé, qui pratiquait à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, 21 octobre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20449-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given pursuant to the provisions of the Notarial Code, that His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council dated October 15, 1947, to grant to Mr. Oscar Archambault, notary, residing and practising at Montreal, judicial district of Montreal, the transfer of the minutes, repertory and index of Me Benoit Bissonnette, deceased notary, who practised at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, October 21, 1947.

20449 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Nominations

Appointments

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 12 août 1947.

M. Paul Bougie, gérant, 2401, rue Joliette, Montréal: juge de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, conformément aux

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, August 12, 1947.

Mr. Paul Bougie, manager, 2401 Joliette Street, Montreal: to be a Justice of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of

dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

Québec, 2 octobre 1947.

M. Irvine P. Cahill, inspecteur, de Chapeau, comté de Hull; juge de paix pour le district judiciaire de Pontiac.

MM. Célestin Côté, marchand, 557, rue Saint-Jean, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Rodolphe Monette, surintendant de l'Hôpital Saint-Joseph-du-Lac, de Saint-Eleuthère: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, tous deux aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Maurice LeGuerrier, Émile Carrière, Henri Delisle, Paul-Émile Fréchette et Pierre-A. Joly, tous inspecteurs de la Commission du salaire minimum, de Montréal: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur toute la province de Québec, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941, chapitre 15).

MM. Paul-E. Lepage et L.-A. J. Caron, marchands, de Sayabec: juges de paix pour le district judiciaire de Rimouski.

MM. Germain Dionne, inspecteur à l'Hydro-Québec, 507 est, rue Kelly, Joseph Miraglia, industriel, 8083, rue Chateaubriand, Réginald Quenneville, représentant de la Chambre de commerce des jeunes de Montréal, 930, rue Visitation, Wilfrid Marin, secrétaire du bureau des examinateurs des mécaniciens en tuyauterie, 3591 est, rue Sainte-Catherine, tous quatre de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et J.-H. Chouinard, cultivateur, de Sainte-Paula, comté de Matapédia: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski:— Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q., 1941 chapitre 15).
20473-o

Montreal, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, October 2, 1947.

Mr. Irvine P. Cahill, inspector, of Chapeau, county of Hull: to be a Justice of the Peace for the judicial district of Pontiac.

Messrs. Célestin Côté, merchant, 557 St John Street, Quebec: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Rodolphe Monette, superintendent of the Saint-Joseph-du-Lac Hospital, of Saint-Eleuthère: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, both gentlemen for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15):

Messrs. Maurice LeGuerrier, Émile Carrière, Henri Delisle, Paul-Émile Fréchette and Pierre A. Joly, all inspectors on the Minimum Wage Commission, of Montreal: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the whole Province of Quebec, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Messrs. Paul E. Lepage and L. A. J. Caron, merchants, of Sayabec: to be Justices of the Peace for the judicial district of Rimouski.

Messrs. Germain Dionne, inspector at "Hydro-Québec", 507 Kelly Street East, Joseph Miraglia, manufacturer, 8083 Chateaubriand Street, Réginald Quenneville, representative of the Montreal Junior Board of Trade, 930 Visitation Street, Wilfrid Marin, secretary of the Board of Examiners of pipe mechanics, 3591 St. Catherine Street East, all four of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and J. H. Chouinard, farmer, of Sainte-Paula, county of Matapédia: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).
20473

Sièges sociaux

ALBERT ROBINSON COMPANY

Avis est par les présentes donné que la "Albert Robinson Company", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, le 6 octobre 1947, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 407 rue McGill, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 11 octobre 1947.

20443 La Secrétaire,
DOROTHY ROBINSON.

THE MONTREAL BIBLE CAMP AND CONFERENCE GROUNDS INCORPORATED

Avis est, par les présentes, donné que la "Montreal Bible Camp and Conference Grounds In-

Head offices

ALBERT ROBINSON COMPANY

Notice is hereby given that "Albert Robinson Company", incorporated by letters patent of the province of Quebec on the 6th day of October, 1947, and having its head office in the city of Montreal, province of Quebec, has established its office at 407 McGill Street, Montreal.

From and after the date of the present notice the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal this 11th day of October, 1947.

20443-o DOROTHY ROBINSON,
Secretary.

THE MONTREAL BIBLE CAMP AND CONFERENCE GROUNDS INCORPORATED

Notice is hereby given that "The Montreal Bible Camp and Conference Grounds Incorpo-

corporated", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 12 avril 1947, et ayant son siège social en les cité et district de Montréal, a établi son bureau au N° 5736 de la rue Durocher, à Outremont, dans ledit district.

Daté à Outremont, le 10e jour d'Octobre 1947.
Le Président,
20444 H. M. CANDLISH, M.D.

rated", incorporated by letters patent under the Quebec Companies Act, dated 12th April 1947, and having its head office in the city and district of Montreal, has established its office at No. 5736 Durocher Street, in Outremont, in said district.

Dated at Outremont this 10th day of October, 1947.

H. M. CANDLISH, M.D.
20444-o President.

Soumissions

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE KNOWLTON (Comté de Brome)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le troisième jour du mois de novembre 1947 pour l'achat d'une émission de \$18,000 d'obligations de la corporation municipale du village de Knowlton, datées du 1er septembre 1947 et remboursable en série, du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1962, inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3% par année, payable semi-annuellement, les 1er mars et 1er septembre de chaque année.

Le capital et l'intérêt seront payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec et Knowlton.

Lesdites obligations peuvent être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941; cependant, dans le cas de rachat partiel il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt accru sur les obligations, au temps de leur livraison, est compris ou non-compris dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une réunion du Conseil, à être tenue le troisième jour du mois de novembre 1947, à 8 heures du soir, à la Salle du Comté, dans le village de Knowlton.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Knowlton, ce sixième jour du mois d'octobre 1947.

L'Assistant-secrétaire trésorier,
20423-42-2 L. C. WRIGHT.

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Emprunt de renouvellement de \$236,000.00

Avis est, par les présentes, donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières, recevra d'hui au dix-septième jour de novembre 1947, à huit heures P.M., au bureau du Greffier de la Cité, des soumissions écrites, cachetées et endossées "Soumission pour obligations de la Cité des Trois-Rivières", pour l'achat de DEUX CENT TRENTE-SIX MILLE DOLLARS (\$236,000.00) d'obligations, émises en vertu des règlements Nos. 78 et 79, datées du 1er novembre 1947,

Tenders

Canada — Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE VILLAGE OF KNOWLTON (County of Brome)

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 4 o'clock in the afternoon, Monday the third day of the month of November, 1947, for the purchase of an issue of \$18,000.00 of bonds of the municipal corporation of the Village of Knowlton, dated September 1st, 1947 and redeemable serially from September 1st, 1948, to September 1st, 1962 inclusively, with interest rate not to exceed 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and on the 1st of September of each year.

Capital and interest are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec and Knowlton.

The said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on the third day of the month of November 1947, at 8 o'clock in the afternoon, at the County House in the Village of Knowlton.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Dated at Knowlton this sixth day of the month of October 1947.

L. C. WRIGHT,
20423-42-2-o Assistant Secretary Treasurer.

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Renewal Loan of \$236,000.00

Notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will receive until the seventeenth day of November 1947, at eight o'clock P.M., at the office of the City Clerk, written sealed tenders, endorsed "Tender for the City of Trois-Rivières Bonds", for the purchase of said City of Trois-Rivières Bonds, amounting to TWO HUNDRED AND THIRTY SIX THOUSANDS DOLLARS (\$236,000.00), issued under By-laws Nos. 78 and 79, dated 1st November

remboursables par une série de paiements annuels échéant du 1er novembre 1948 au 1er novembre 1971.

Les susdites obligations porteront intérêt, au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, aux taux soumis n'excédant pas 3%, et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance. L'intérêt sera payable semi-annuellement le 1er mai et le 1er novembre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt seront payables au choix du détenteur, à aucune des succursales de la banque mentionnée dans les règlements, située dans les Cités des Trois-Rivières, de Montréal ou de Québec.

Ces obligations seront émises par coupures de \$100.00 ou des multiples de \$100.00 au choix de l'acquéreur.

Les susdites obligations sont émises sous l'autorité du chapitre 212 des statuts refondus de Québec 1941, et seront sujettes au rachat par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Les soumissions seront prises en considération, à la séance du Conseil, le 17 novembre 1947, à 8 heures du soir, ou aussitôt que le Conseil ou sa Commission Permanente pourront le faire.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque dûment visé par une banque à charte du Canada à l'ordre de la Cité des Trois-Rivières, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire, dont l'offre sera acceptée lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt.

L'intérêt couru sur les obligations devra s'ajouter au prix offert au moment de leur livraison.

La Cité des Trois-Rivières se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter tout ou en partie aucune des soumissions, sujet à ratification par la Commission Municipale de Québec.

Les détails de cette émission, ainsi que le tableau des échéances annuelles, pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

Le Trésorier de la Cité,
JACQUES DENECHAUD.

Hôtel de Ville,
Trois-Rivière, Qué.,
le 23 octobre 1947.

20459-0

1947 and redeemable by series of annual payments, maturing from 1st November 1948 to 1st November 1971.

The above bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3%, and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable semi-annually, on the 1st May and 1st November of each year.

Both the principal of these bonds and the interest thereon will be payable at the holder's option at any branch of the bank mentioned in the By-Laws, located in the Cities of Trois-Rivières, Montreal or Quebec.

The Bonds will be issued in denominations of \$100.00 or multiples of \$100.00, at the purchaser's option.

The said Bonds will be issued under authority of Chapter 212, revised statutes of Quebec, 1941 and will be subject to redemption by anticipation, in whole or in part, at par on any interest maturity date, however in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

The tenders will be considered at the meeting of the Council of the City of Trois-Rivières, the 17th November 1947, at eight o'clock P.M. or so soon thereafter as the Council or its Committee can do so.

Each tender must be accompanied by a certified cheque from a chartered bank of Canada payable to the City of Trois-Rivières, equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer is accepted shall be handed to him after the completion of his contract, without interest.

The accrued interest on the bonds must be added to the price of the bonds at the time of their delivery.

The City of Trois-Rivières reserves the right to reject any or all of the tenders or to accept in whole or in part any of the tenders, subject to ratification by the Quebec Municipal Commission.

Particulars of the issue and table of maturities of the bonds may be secured on application to the undersigned.

JACQUES DENECHAUD,
City Treasurer.

City Hall,
Trois-Rivières, Que.,
23rd October 1947.

20459-0

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C. de C. District de Montréal

Montréal, à savoir: } LA VILLE DE POINTE
N° 26915 } CLAIRES, demande-
resse vs SYDMER W. EWING & al, défendeurs.

Les lots et parties de lots suivant, situés en la ville de Pointe Claire, et étant tous des subdivisions du lot originaire N° 50, aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la Paroisse de Pointe Claire, savoir:

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
C. C. District of Montreal

Montreal, to wit: } THE TOWN OF POINTE
No. 26915. } CLAIRE, plaintiff; vs
SYDMER W. EWING & al, defendants.

The following lots and parts of lots situate in the Town of Pointe Claire, and all being subdivisions of original lot N° 50, on the official cadastral plan and in the book of reference of the Parish of Pointe Claire, to wit:

1° Le lot No 11 avec bâtisses dessus construites, les lots Nos, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 55, 56, 57, 58, 70, 71, 72, 175 et 176 ayant front sur une rue projetée appelée Avenue Hillside et étant le lot N° 45 de ladite subdivision, et le dit lot N° 45, connu comme Avenue Hillside, ayant front sur le chemin Bord du Lac, moins cette partie expropriée par le gouvernement provincial et connue sous le nom de Boulevard Métropolitain, sans bâtisses;

2° Les lots Nos 93, 94 avec bâtisses, les lots Nos 101, 102, 103, 104, 105, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 142, bornés en front par la rue projetée appelée Avenue Hillcrest étant le lot N° 115 de la dite subdivision, et le dit lot N° 115, bornés à l'Est et à l'Ouest par les lots ci-dessus mentionnés, au sud par le lot N° 171, et au Nord par les voies du C.N.R. moins cette partie expropriée par le gouvernement provincial et connu sous le nom de Boulevard Métropolitain, sans bâtisses;

3° Les lots Nos 162, 163, 164, 165, 172 et 173 bornés en front par une rue projetée appelée Avenue Hillcrest et étant le N° 171 de ladite subdivision, et ledit lot N° 171 bornés en front par l'avenue Lakeview, sans bâtisses;

4° Les lots Nos 155, 156 et 182 sans bâtisses, le lot 182 étant une rue projetée appelée Lakeview, les trois lots ayant front sur le chemin Bord du Lac;

5° Les lots Nos 185, 186 et 187, formant un seul emplacement avec les bâtisses dessus érigées, et bornés en front par une rue projetée appelée Lakeview et étant le lot N° 182 de la même subdivision;

6° Partie du lot 37, de forme triangulaire, ayant environ 12.28 pieds de front sur l'avenue Hillside à l'est, ayant 47.54 pieds de profondeur dans la ligne Sud, bornée au Nord et à l'Ouest par le résidu dudit lot N° 37, propriété du gouvernement provincial, au sud par le lot N° 36, ayant une superficie d'environ 291.9 pieds, plus ou moins;

7° Le lot 36, moins une pointe triangulaire ayant 17.35 pieds de largeur à l'arrière dudit lot du côté ouest, borné au Sud et à l'est par le résidu du lot N° 36 et au Nord par le lot N° 37, cette dite lisière étant la propriété du gouvernement provincial;

8° Le lot N° 54, moins une lisière triangulaire de 9.2 pieds de largeur sur l'avenue Hillside du côté Ouest, bornés au Sud et à l'est par le résidu dudit lot N° 54, étant la propriété du gouvernement provincial;

9° Partie du lot N° 53, étant une lisière triangulaire de 15.75 pieds de largeur à l'arrière du dit lot du côté est, bornée au Sud par le lot 54, à l'est par le lot 106, au Nord et à l'ouest par le résidu du lot 53, la propriété du gouvernement provincial.

10° Partie du lot N° 106, ayant 40.70 pieds de largeur dans la ligne Est, 15.75 pieds de largeur à l'arrière dans la ligne Ouest bornée en front par l'avenue Hillcrest, au Sud par le lot 105, à l'ouest par partie du lot 53 et au Nord par le résidu dudit lot 106, propriété du gouvernement provincial;

11° Partie du lot N° 122, de forme triangulaire, ayant 3.70 pieds de largeur en front sur l'avenue Hillcrest et 30.21 pieds dans la ligne arrière, bornée au sud par le lot 123, à l'arrière par le lot originaire 51 et au Nord par le résidu du dit lot 122, propriété du gouvernement provincial;

1. Lot No. 11 with buildings thereon erected, lots nos. 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 33, 34, 35, 41, 42, 43, 44, 46, 47, 48, 55, 56, 57, 58, 70, 71, 72, 175 and 176 fronting on a projected street called Hillside Avenue and being lot No. 45 of the said subdivision, and the said lot N° 45, known as Hillside Avenue, fronting on the Lakeside Road, less that part expropriated by the Provincial Government and known as Boulevard Métropolitain without buildings;

2. Lots 93, 94 with buildings, lots Nos. 101, 102, 103, 104, 105, 111, 112, 113, 116, 117, 118, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 135, 136, 137, 138, 139, 140 and 142, bounded in front by the projected street called Hillcrest Avenue, being lot No. 115 of the said subdivision, and said lot No. 115, bounded on the east and west by the lots above mentioned on the south by lot No. 171, and on the north by the C. N. Railways, less that part expropriated by the Provincial Government and known as Boulevard Métropolitain, without buildings;

3. Lots Nos. 162, 163, 164, 165, 172 and 173, bounded in front by a projected street called Hillcrest Avenue and being No. 171 of said subdivision, and said lot No. 171 bounded in front by Lakeview Avenue, without buildings;

4. Lots Nos 155, 156 and 182, without buildings, lot 182 being a projected street called Lakeview, the three lots fronting on the Lakeside Road;

5. Lots Nos. 185, 186 and 187, forming one single emplacement with the buildings thereon erected, and bounded in front by a projected street called Lakeview and being lot No. 182 of the same subdivision;

6. Part of lot 37, of triangular figure, measuring about 12.28 feet in front on Hillside Avenue on the east, measuring 47.54 feet in depth in the south line, bounded on the north and west by the residue of lot No. 37, property of the Provincial Government, on the south by lot No. 36, having a superficial area of about 291.9 feet, more or less;

7. Lot 36, less a triangular point, measuring 17.35 feet in width in rear of said lot on the west side, bounded on the south and east by the residue of lot No. 36, and on the north by lot No. 37 this said strip being the property of the Provincial Government;

8. Lot No. 54, less a triangular strip of 9.2 feet in width on Hillside Avenue on the west side, bounded on the south and east by the residue of said lot No. 54, being the property of the Provincial Government;

9. Part of lot No. 53, being a triangular strip of 15.75 feet in width in rear of said lot on the east side, bounded on the south by lot 54, on the east by lot 106, on the north and west by the residue of lot 53, the property of the Provincial Government;

10. Part of lot No. 106, measuring 40.70 feet in width in the east line, 15.75 feet in width in rear in the west line, bounded in front by Hillcrest Avenue, on the south by lot 105, on the west by a part of lot 53 and on the north by the residue of said lot 106, property of the Provincial Government;

11. Part of lot No. 122, of triangular figure, measuring 3.70 feet in width in front on Hillcrest Avenue and 30.21 feet in the rear line, bounded on the south by lot 123 in rear by original lot 51 and on the north by the residue of said lot 122, property of the Provincial Government;

12° Partie du lot N° 119 ayant 8.66 pieds de largeur, en front sur l'avenue Hillcrest et 35.37 pieds de largeur à l'arrière, bornée au sud par le lot 120, à l'est par le lot originaire 51, et au Nord par le résidu dudit lot 119, propriété du gouvernement provincial.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-SEPT NOVEMBRE prochain, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, Montréal, 22 octobre 1947. [Première insertion, 25 octobre 1947]

Le Shérif, L.-P. CAISSE. 20467-43-2-o

12. Part of lot No. 119, measuring 8.66 feet in width in front on Hillcrest Avenue and 35.37 feet in width in rear, bounded on the south by lot 120, on the east by original lot 51, and on the north by the residue of said lot 119, property of the Provincial Government.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY-SEVENTH of NOVEMBER next, at TEN o'clock of the forenoon.

Sheriff's Office, Montreal, October 22, 1947. [First insertion, October 25, 1947]

L.-P. CAISSE, Sheriff. 20467-43-2

RIMOUSKI

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8577, demandeur, vs ROBERT ST-LAURENT, commiss-voyageur de la paroisse de St-Jérôme de Matane, district de Rimouski, défendeur.

Un terrain situé dans la paroisse de St-Jérôme de Matane, mesurant 75 pieds de front sur 75 pieds de profondeur, borné au nord à la propriété de Luc Bélanger, à l'est à la rue, au sud à une autre rue et à l'ouest à la propriété de Louis Pineault, faisant partie du lot N° 157 du cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane, avec maison dessus construites, appartenance et dépendance.

Pour être vendu à la porte de l'église de Matane, le 8 NOVEMBRE 1947 à ONZE heures de l'avant-midi.

Rimouski, 30 septembre 1947. 20292-40-2-o [Première insertion, 4 octobre 1947]

Le Shérif, CHARLES GARON.

RIMOUSKI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8577, plaintiff; vs ROBERT ST-LAURENT, commercial traveller of the parish of St-Jérôme de Matane, district of Rimouski, defendant.

A lot of land situate in the parish of St-Jérôme de Matane, measuring 75 feet in front by 75 feet in depth, bounded on the north by the property of Luc Bélanger, on the east by the street, on the south by another street, and on the west by the property of Louis Pineault, forming part of lot No. 157 of the official cadastre for the parish of St-Jérôme de Matane, with the house thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the church door of Matane, on the EIGHT of NOVEMBER, 1947, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Rimouski, September 30, 1947. 20292-40-2 [First insertion, October 4, 1947]

CHARLES GARON, Sheriff.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 43

Index of the Quebec Official Gazette, No. 43

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Broleur vs Tétreault. 2603

Brodeur vs Tétreault. 2603

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

ORDER IN COUNCIL:

1692 — Concernant l'approbation du règlement numéro 17 de la Commission des Accidents du Travail de Québec. 2592
1730 — Industrie et métiers de la construction dans la région e Québec. 2593

1692 — Concerning the approval of regulation No. 17 of the Quebec Workmen's Compensation Commission. 2592
1730 — Construction industry and trades in the district of Québec. 2593

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:

2575

2575

AVIS DIVERS:

MISCELLANEOUS NOTICES:

Commission scolaire de Québec-Ouest (Tirage d'obligations) 2591
La Caisse Populaire du Collège des Jésuites (Fondation) 2591
L'Association Canadienne des Chauffeurs de Camions, Local No 1 (Formation) 2588
L'Association Canadienne des Ouvriers des Produits Alimentaires, Local No 1 (Formation) 2589
L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local No 1 (Formation) 2589

School Commission of Quebec-West (Drawing of Bonds). 2591
La Caisse Populaire du Collège des Jésuites (Foundation) 2591
L'Association Canadienne des Chauffeurs de Camions, Local No 1 (Formation) 2588
L'Association Canadienne des Ouvriers des Produits Alimentaires, Local No 1 (Formation) 2589
L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local No 1 (Formation). 2589

L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local No 2 (Formation)	2589
L'Association des Employés de Merck & Company Limited de Valleyfield (Formation)	2592
L'Association des Producteurs de Betteraves à Sucre de Québec (Formation)	2590
Le Syndicat de l'U.C.C. de Richmond (Formation)	2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis-de-Pintendre (Formation)	2590
Société des Infirmières Visiteuses (Règlement)	2592
Syndicat Coopératif "Ecurie Centrale" (Fondation)	2589
Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie (Formation)	2591
Syndicat National Catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Falls, Inc. (Formation)	2590
The Association of the Valcartier Turkey Growers (Formation)	2591
Union des Employés du Vêtement de Sherbrooke (Formation)	2590
Young Men's Section of the Montreal Board of Trade (Amendments)	2591

L'Association Canadienne des Ouvriers du Placage, Local No 2 (Formation)	2589
L'Association des Employés de Merck & Company Limited de Valleyfield (Formation)	2592
L'Association des Producteurs de Betteraves à Sucre de Québec (Formation)	2590
Le Syndicat de l'U.C.C. de Richmond (Formation)	2589
Le Syndicat de l'U.C.C. de St-Louis-de-Pintendre (Formation)	2590
Société des Infirmières Visiteuses (By-Law)	2592
Syndicat Coopératif "Ecurie Centrale" (Foundation)	2589
Syndicat des Employés de la Bijouterie et Horlogerie (Formation)	2591
Syndicat National Catholique des Employés d'Hôpitaux de Shawinigan Falls, Inc. (Formation)	2590
The Association of the Valcartier Turkey Growers (Formation)	2591
Union des Employés du Vêtement de Sherbrooke (Formation)	2590
Young Men's Section of the Montreal Board of Trade (Amendments)	2591

CHARTES — ABANDON DE:

Cascade Hôtel Co. Limited	2604
Chaleur Bay Power Limited	2604
L'Aqueduc de Charny, Limitée	2603
Les Habitations Manrèse Limitée	2603
Marval Limitée	2603
Poissant Trois-Rivières Limitée	2603
Villeray Construction Limited	2604

CHARTERS — SURRENDER OF:

Cascade Hotel Co. Limited	2604
Chaleur Bay Power Limited	2604
L'Aqueduc de Charny, Limitée	2603
Les Habitations Manrèse Limitée	2603
Marval Limitée	2603
Poissant Trois-Rivières Limitée	2603
Villeray Construction Limited	2604

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM:

Ordonnance N° 4, 1942 — Amendement	2603
------------------------------------	------

MINIMUM WAGE COMMISSION:

Ordinance No. 4, 1942 — Amendment	2604
-----------------------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Compton, munic. scolaire du village de	2606
Island Brook, munic. scolaire de	2606
Saint-André, munic. scolaire de	2606
Saint-Grégoire-de-Greenlay, munic. scolaire de	2607
Saints-Martyrs-Canadiens, munic. scolaire de	2606
Valcourt, munic. scolaire de	2606

EDUCATION:

Compton, school munic. of the village of	2606
Island Brook, school munic. of	2606
Saint-André, school munic. of	2606
Saint-Grégoire-de-Greenlay, school munic. of	2607
Saints-Martyrs-Canadiens, school munic. of	2606
Valcourt, school munic. of	2606

TERRES ET FORETS:

St-Roch Nord, paroisse de	2607
---------------------------	------

LANDS AND FORESTS:

St. Roch North, parish of	2607
---------------------------	------

TRAVAIL:

Comité conjoint de l'industrie de la construction du district des Cantons de l'Est (Approbation de règlements)	2609
Comité conjoint des métiers de la construction du district de Hull (Approbation de règlement)	2607
Employés municipaux de la ville de Jonquière (Modification)	2608
Industrie de la construction dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières (Modification)	2608

LABOUR:

Building Trades Joint Committee of the Eastern Townships District (Approval of By-Laws)	2609
Building Trades Joint Committee for Hull District (Approval of a By-Law)	2607
Municipal employees of the town of Jonquière (Amendment)	2608
Construction industry in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Trois-Rivières (Amendment)	2608

EXAMENS DU BARREAU:

Arthabaska: étude du droit	2610
Montréal: étude du droit	2611

BAR EXAMINATIONS:

Arthabaska: study of law	2610
Montreal: study of law	2611

Québec: étude du droit	2611	Quebec: study of law.	2611
Québec: étude du droit	2612	Quebec: study of law.	2612
Trois-Rivières: étude du droit	2611	Trois-Rivières: study of law.	2611

GREFFES DE NOTAIRES:

Archambault, Oscar, en faveur de.	2612
Moisan, Paul-Harold, en faveur de.	2612

NOTARIAL RECORDS:

Archambault, Oscar, in favour of	2612
Moisan, Paul-Harold, in favour of	2612

LETTRES PATENTES:

A. Fournier Limitée.	2576
Albert Robinson Company.	2577
Aluminum Associates Limited.	2577
Association des Propriétaires de Cafés et de Restaurants Licenciés de la province de Québec	2577
Atlas Salvage Co.	2578
Auto Knitters and Hosiery Limited.	2578
Capitol Motor Sales Ltd.	2578
Club Richelieu Montréal Incorporé.	2579
Con-Air-Con Limited.	2579
Dominion Children's Wear Inc.	2580
Giles Publishing House Limited.	2580
Glovers-Craft Inc.	2580
Henry A. Ferraris Inc.	2581
Humphries Ltd.	2581
Kennebec Knitting Mills Limited.	2582
Laboratoire Bio-Chimique Inc.—Bio- Chemical Laboratory In.	2582
La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka.	2583
L'Association Sportive de Saint-Jean Port-Joli.	2583
Lauzon Driving School Ltée.	2583
Le Centre Colombien Limitée	2584
Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc.	2584
Les Jeux d'Hiver Inc.	2584
Melo Ripe Packing Co.	2585
Mitchell Paull Construction Co.	2585
Paré Builders' Mart Inc.	2586
Porete Co. (Canada) Ltd.	2586
Provincial Equipment Rental Corp.	2586
Sylvia Lumber Company Ltd.	2587
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée.	2587
William Sumarah & Sons Co. Ltd.	2588
Windsor Hosiery Incorporated.	2588

LETTERS PATENT:

A. Fournier Limitée.	2576
Albert Robinson Company.	2577
Aluminum Associates Limited.	2577
Association des Propriétaires de Cafés et de Restaurants Licenciés de la province de Québec	2577
Atlas Salvage Co.	2578
Auto Knitters and Hosiery Limited	2578
Capitol Motor Sales Ltd.	2578
Club Richelieu Montréal Incorporé.	2579
Con-Air-Con Limited.	2579
Dominion Children's Wear Inc.	2580
Giles Publishing House Limited.	2580
Glovers-Craft Inc.	2580
Henry A. Ferraris Inc.	2581
Humphries Ltd.	2581
Kennebec Knitting Mills Limited.	2582
Laboratoire Bio-Chimique Inc.—Bio- Chemical Laboratory Inc.	2582
La Corporation des Oeuvres Paroissiales de Péribonka.	2583
L'Association Sportive de Saint Jean Port-Joli.	2583
Lauzon Driving School Ltée.	2583
Le Centre Colombien Limitée	2584
Le Centre du Meuble Inc. & Furniture Center Inc.	2584
Les Jeux d'Hiver Inc.	2584
Melo Ripe Packing Co.	2584
Mitchell Paull Construction Co.	2585
Paré Builders' Mart Inc.	2586
Porete Co. (Canada) Ltd.	2586
Provincial Equipment Rental Corp.	2586
Sylvia Lumber Company Ltd.	2587
The Mount Royal Dairies & Company Limited — Les Laiteries Mont Royal & Compagnie Limitée.	2587
William Sumarah & Sons Co. Ltd.	2588
Windsor Hosiery Incorporated.	2588

NOMINATIONS:

Diverses.	2612
-------------------	------

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2612
-------------------------	------

SIÈGES SOCIAUX:

Albert Robinson Company.	2613
The Montreal Bible Camp and Confe- rence Grounds Incorporated.	2613

HEAD OFFICES:

Albert Robinson Company.	2613
The Montreal Bible Camp and Confe- rence Grounds Incorporated.	2613

SOUSSIONS:

Knowlton, village of	2614
Trois-Rivières, cité de	2614

TENDERS:

Knowlton, village de	2614
Trois-Rivières, city of	2614

VENTES PAR SHÉRIFS:

MONTRÉAL:

Ville de Pointe Claire vs Ewing <i>et al.</i>	2615
---	------

SHERIFFS' SALES:

MONTREAL:

Town of Pointe Claire vs Ewing <i>et al.</i>	2615
--	------

RIMOUSKI:

McKinnon vs. St-Laurent	2617
-----------------------------------	------

RIMOUSKI:

McKinnon vs St-Laurent	2617
----------------------------------	------

